



# L'essentiel

Directeur de la publication: Antoine WONGO AHANDA  
Recépissé de déclaration N° 083/RDPOP/JO5/SAAJP

Bi hebdomadaire d'information et d'analyse

N°216 mercredi 07 novembre 2018



Présidentielle 2018

## 6 NOVEMBRE 2018

# Paul Biya le président

- Rassembleur
- Moderne
- Rassurant
- Fidèle
- Pacifique
- Démocrate



### PRÉSIDENTIELLE DU 7 OCTOBRE

#### Selon les Américains, le scrutin reflète la volonté du peuple

Les Etats-Unis, contrairement au vœu de quelques agitateurs, reconnaissent le succès dans l'organisation et le déroulement dudit scrutin. Il a été une réussite et il n'y a aucune raison de penser qu'il ne reflète pas le choix de la population.

P. 9

### INTERVENTIONNISME

#### La France n'installera pas Kamto au pouvoir

P. 9

Au cours d'un entretien accordé à FRANCE 24, le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a reprécisé la position de la France sur les contestations de l'élection présidentielle du 7 octobre dernier. La France n'interviendra pas au Cameroun pour modifier les résultats de cette élection et désavoue de ce fait Maurice Kamto, le candidat défait.

### VOICI CE QUE LES CAMEROUNAIS ATTENDENT DE PAUL BIYA

Pp. 13-14



# ► Discours de S.E.M. Paul Biya, Président de la République du Cameroun

- Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,
- Monsieur le Premier Vice-Président du Sénat,
- Monsieur le Président du Conseil Constitutionnel,
- Monsieur le Premier Président de la Cour Suprême,
- Mesdames et Messieurs les Sénateurs,
- Mesdames et Messieurs les Députés,
- Mesdames, Messieurs,
- Chers compatriotes,

Qu'il me soit tout d'abord permis de remercier Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale pour ses paroles de bienvenue et ses encouragements au début de ce nouveau mandat.

Je tiens à exprimer une fois encore devant vous ma reconnaissance au peuple camerounais de m'avoir renouvelé sa confiance. Celle-ci sera pour moi un soutien indispensable dans l'exercice des hautes responsabilités que j'aurai à assumer au cours des prochaines années.

Le serment que je viens de prêter « devant le peuple », selon les termes de l'article 7 de notre Constitution, en présence de ses représentants, revêt une haute valeur symbolique à un double titre :

- il implique une fidélité absolue aux institutions de la République, à laquelle je ne saurais déroger ;
- il a d'autre part valeur d'engagement personnel irrévocable à se conformer aux obligations qui sont celles du Chef de l'Etat, telles qu'elles sont définies par notre loi fondamentale.

Comme par le passé, ce sont ces principes qui guideront mon action au service du peuple camerounais au cours du septennat des « Grandes Opportunités » qui s'ouvre aujourd'hui.

## • Mesdames, Messieurs,

Avant d'en évoquer les perspectives, je souhaiterais que nous jetions ensemble un rapide regard en arrière, ce qui nous permettra de faire le point sur la situation présente.

Le septennat qui vient de s'achever ne s'est pas écoulé comme un « long fleuve tranquille ».

Au plan de la sécurité, nous avons d'abord été confrontés aux attaques répétées du groupe terroriste Boko Haram, qui a semé la terreur et la désolation dans l'extrême-nord de notre pays. Nous avons fait face, de concert avec nos voisins et avec l'aide de nos partenaires traditionnels. Nos forces de défense et de sécurité, auxquelles je tiens ici à rendre, à nouveau, hommage, ont repoussé l'ennemi hors de nos frontières. Aujourd'hui, la situation est stabilisée mais nous restons vigilants et déterminés.

Par la suite, dans nos régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, des forces négatives ont cru pouvoir profiter de revendications d'ordre corporatiste pour essayer de mettre en œuvre un projet de sécession. Il s'en est suivi une succession d'actes de violence terroriste auxquels le gouverne-

ment a répondu en prenant des mesures nécessaires pour préserver l'ordre public, ainsi que la sécurité des citoyens et de leurs biens.

Il va sans dire que l'objectif des sécessionnistes porte atteinte à notre Constitution, qui consacre le caractère « indivisible » de notre République.

En revanche, le désir maintes fois exprimé, de nos populations d'être mieux associées à la gestion de leurs affaires locales, nous a conduits à prendre des mesures nécessaires pour accélérer le processus de décentralisation.

Ces tâches prioritaires ne nous ont pas détournés de la nécessité d'œuvrer à l'amélioration de notre économie, affectée par les effets de la crise économique et financière mondiale, ainsi que par la baisse des cours des matières premières.

Dans ce but, nous avons poursuivi la mise en œuvre de nos réformes structurelles et pris des mesures pour redresser notre situation budgétaire. Notre « résilience » a été saluée par le FMI avec lequel nous avons conclu, en 2017, un programme économique et financier appuyé sur une « facilité élargie de crédit ». Nos efforts expliquent sans aucun doute le retour progressif de notre croissance.

Parallèlement, tout en veillant à la soutenabilité de notre dette extérieure, nous avons donné une nouvelle impulsion à nos grands projets d'infrastructures concernant la production d'énergie, la distribution d'eau potable et la construction des routes. De nombreuses réalisations en portent témoignage.

Malgré les difficultés de la conjoncture, de nombreux chantiers ont été ouverts dans les domaines de la santé, de l'éducation et des services sociaux. Il est indéniable que sur ce plan, des avancées notables ont été réalisées.

Nous avons, par ailleurs, continué le parachèvement de notre édifice institutionnel et démocratique, avec la mise en place effective du Sénat et du Conseil Constitutionnel.

Ainsi, contre vents et marées, nous avons maintenu notre cap vers l'émergence.

Ce rapide bilan, qui est loin d'être exhaustif, montre bien que notre pays est en pleine transformation et qu'il avance résolument dans la voie du progrès.

## • Mesdames, Messieurs,

D'une façon générale, au cours du septennat qui s'annonce, nous veillerons à consolider nos acquis, tout en explorant les pistes nouvelles, nous permettant de saisir toutes les opportunités d'un monde en constante évolution.

Dans cet esprit, il va de soi que nous allons poursuivre nos réformes structurelles afin de renforcer notre équilibre budgétaire et de conforter la soutenabilité de notre dette. Des finances saines sont en effet la condition de l'attractivité d'une économie et, donc, de son aptitude à accueillir les investissements.



A ce propos, je voudrais appeler votre attention sur les changements qui sont en cours au niveau international et qui ne manqueront pas d'avoir des répercussions sur notre pays.

Les règles qui régissaient la mondialisation des échanges depuis plusieurs décennies sont remises en cause. Les tendances au protectionnisme, voire à l'isolationnisme gagnent du terrain. Il y a là le risque clair d'un effet déstabilisateur pour de nombreux pays, en particulier pour ceux en développement comme le nôtre. Nous allons de plus en plus subir les effets des changements climatiques qui impacteront la vie de nos concitoyens, notamment ceux du monde rural.

Dans ce contexte, il me semble opportun de nous attacher à développer les secteurs de notre économie qui pourront réduire sensiblement nos importations de biens et services. Cette politique présentera l'avantage de nous permettre de rééquilibrer notre balance commerciale chroniquement déficitaire.

# L'essentiel

IMMEUBLE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE CAMEROUN  
Carrefour des carreaux  
B.P : 1260 Yaoundé  
Contact : 655 76 80 94  
essentiellucameroun@yahoo.com  
www.camermedias.com

# L'essentiel

**Directeur de la publication :**  
Antoine Wongo Ahanda  
**Coordonnateur de la Rédaction :**  
Christophe Mvondo  
**Rédacteur en Chef Informations générales :**  
Abraham Ndjana Modo  
**Rédacteur en Chef Enquêtes et dossiers :**  
Blaise Nnang  
**Chroniqueurs :**  
Alphonse Ateba Ndoumou, Bartho Amugu  
**Rédaction :** Charles Nwanochi, René Noël Atangana,  
Arnaud Joseph Etoundi, Marc Mouna, Aboubakar Yero,

Ahmed Abdou-Aziz, Rodolph Tanga, Mathieu Nathanaël Njog, Nomo Modo, Francis Nguélé, Mercedes Beleheka, Annette Olinga, Bélise Hiol, Nathalie Ahanda

**Relecture :** Lionel Owona

**Webmaster :** Jean-François Ahanda

**Commercial et Marketing :** Roger Ngonda Yusi

**Soutien technique :** Thomas Aurélien Ndassibou, Boris Manda Nkodo et Alice Thècle Balla

**Stagiaires :** Rose Bertille Mbang, Arnaud Evina, Camille Olivia Ayissi

**Conception Graphique :**  
Laurent ABAH © CREATIVE THINK (+33783195537)

**Production :** Eric Azegue

**Impression :** SOPECAM

**Tirage :** 4000 exemplaires

**Distribution :** Eric Azegue, Joseph Nkomedo

**https://www.facebook.com/EssentielCameroun**





## PRESTATION DE SERMENT



Par ailleurs, nous allons réaliser une véritable « révolution agricole » en modernisant nos moyens de production et en transformant davantage nos produits agricoles. Cela devrait aller de pair avec la mise à disposition de nouveaux équipements, magasins de stockage et routes d'accès. Ainsi pourrait se conforter notre statut de grenier de l'Afrique Centrale.

Une économie moderne ne saurait se concevoir sans l'existence d'un secteur industriel performant. Nous disposons d'un Plan Directeur d'Industrialisation qui définit les contours et le contenu d'un projet d'envergure dans ce domaine. Sa réalisation sera une des tâches prioritaires du septennat.

L'industrie, comme l'agriculture, exigent un apport d'énergie stable et suffisant. Nous avons entrepris des efforts importants dans ce secteur depuis un certain temps déjà. Les barrages et les centrales hydroélectriques que nous avons construits devraient nous permettre, à plus ou moins brève échéance, de répondre pleinement aux exigences de notre économie et aux préoccupations de nos populations en la matière.

Mais nous ne nous arrêterons pas là. Nous continuerons d'exploiter tous les sites et cours d'eau disponibles afin de faire du Cameroun un grand producteur d'électricité dans notre continent. Nous ne délaisserons pas pour autant les zones rurales en les dotant progressivement de centrales solaires.

De la même façon, nous continuerons à développer nos infrastructures de transport (routes, ports, aéroports) au bénéfice de notre économie, mais aussi pour faciliter les communications avec nos voisins.

D'autre part, conscients que la finalité de la démocratie est d'apporter au plus grand nombre des conditions de vie aussi bonnes que possible et une véritable égalité des chances, je persisterai à consacrer tous mes efforts :

- à favoriser la relance de la croissance économique, créatrice d'emplois, notamment pour les jeunes, et susceptible d'améliorer le pouvoir d'achat ;
- à promouvoir le rôle des femmes dans notre société ;
- à faciliter l'intégration sociale des jeunes en développant encore davantage notre système éducatif, à tous les niveaux, et en mettant l'accent sur la professionnalisation ;
- à lutter contre l'exclusion, notamment par une meilleure protection des personnes vivant avec un handicap ;
- à améliorer l'accès aux services publics de l'eau potable et de l'électricité ;

- à renforcer notre système de santé, en ouvrant de nouveaux hôpitaux et en finalisant un dispositif de sécurité sociale efficace ;

- à mettre en valeur une politique d'habitat social digne de ce nom ;

- à valoriser notre patrimoine culturel ;

- et enfin à apporter au secteur sportif le soutien qu'il mérite, pour que les efforts que nous avons consentis pour accueillir la CAN 2019 reçoivent leur juste récompense.

### • Mesdames, Messieurs,

Les grands défis que nécessite l'accès à l'émergence de notre économie, que j'ai rappelés, et les engagements que j'ai pris pour améliorer la qualité de la vie des Camerounais, supposent en premier lieu que des conditions adéquates de stabilité et de sécurité soient réunies. Je puis vous donner l'assurance que je ferai en sorte que ce soit le cas.

L'objectif de l'émergence doit être érigé en grande cause nationale qui mobilise l'ensemble de nos concitoyens afin de faire du Cameroun un pays moderne et socialement avancé.

Les agents du service public, comme du secteur privé, ont à cet égard un rôle important à jouer. Je connais leurs difficultés. Je prendrai les mesures nécessaires à l'amélioration de leurs conditions de travail afin de leur permettre de mieux participer au progrès de notre pays.

Avant de conclure, je veux souligner que je me suis attentivement penché sur les frustrations et les aspirations de la grande majorité de nos compatriotes du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Un bon nombre de réponses à ces préoccupations et à ces aspirations sera apporté dans le cadre de l'accélération du processus de décentralisation en cours. Dans les meilleurs délais possibles, des mesures seront prises pour élargir le champ de compétences des collectivités territoriales afin de leur donner les moyens d'une plus grande autonomie.

Quant à la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme, elle continuera à être mise en œuvre par la commission qui y est dédiée.

Ces actions et d'autres seront prises pour régler nombre de problèmes qui sont à l'origine des frustrations et des insatisfactions qui se sont manifestées ces derniers temps. Nous espérons que cela permettra de rétablir le calme indispensable au retour à des activités économiques et sociales normales. J'ai l'intime conviction que l'écrasante majorité de nos compatriotes des deux régions concernées aspirent à

retrouver rapidement la paix au sein de la communauté nationale.

Malheureusement, nombre d'entre eux, en raison de la menace que les sécessionnistes continuent de faire peser sur cette partie de notre pays, n'ont pu exercer leur droit de vote à la récente élection présidentielle et, donc, exprimer leur attachement à notre unité nationale. Je leur demande de ne pas perdre espoir et d'accorder tout le soutien possible à l'action des autorités en vue du rétablissement de la paix. Ils savent mieux que personne ce que serait leur existence sous le joug d'extrémistes qui font régner la terreur et la désolation dans leurs régions depuis quelques mois.

A ces entrepreneurs de guerre, qui mettent à mal notre unité nationale et prônent la sécession, il faut qu'ils sachent qu'ils se heurteront non seulement à la rigueur de la loi, mais aussi à la détermination de nos forces de défense et de sécurité. Je leur lance un appel à déposer les armes et à retrouver le droit chemin. J'en appelle tout particulièrement aux jeunes qui se sont laissés entraîner dans une aventure sans lendemain.

Il ne fait l'ombre d'aucun doute que le destin de nos compatriotes du Nord-Ouest et du Sud-Ouest s'inscrit dans le cadre de notre République. Fort du soutien du peuple camerounais tout entier et persuadé qu'il existe une issue honorable, dans l'intérêt de tous, je ferai en sorte que le calme et la sérénité reviennent dans les deux régions concernées, dans le respect des institutions dont je suis le garant.

M'adressant maintenant à mes jeunes compatriotes, je voudrais vous dire de ne pas perdre espoir, j'ai compris votre aspiration profonde à des changements qui vous ouvrent les portes de l'avenir et permettent votre plein épanouissement.

J'ai tout aussi compris votre désir de mieux participer à la prise des décisions qui engagent l'avenir de notre pays. J'en tiendrai compte en ayant à l'esprit que le Cameroun de demain se fera avec vous.

En étant uni, notre pays, fier de ses avancées démocratiques, économiques et sociales, s'engagera avec confiance dans le progrès et la modernité.

C'est pourquoi je demande, ici et maintenant, au peuple camerounais dont je connais le patriotisme, de m'aider à continuer dans la paix l'œuvre de construction nationale.

Vive la République !

Vive le Cameroun !

Yaoundé, le 6 novembre 2018





## PRESTATION DE SERMENT

## NOUVEAU SEPTENNAT

# ► Ouverture sur les grandes opportunités

Paul Biya a pris fonction hier, 6 novembre 2018 en prêtant serment devant les deux chambres du Parlement et les membres du Conseil constitutionnel.

C.Mvondo et René N. Atangana

L'évènement était solennel, la météo clémente et la journée propice pour une fête populaire. La journée déclarée chômée et fériée a donné l'occasion aux Camerounais de suivre de bout en bout l'évènement du jour, soit devant un écran de télévision, soit sur le terrain le long de l'itinéraire du passage du président élu à l'aller et du président de la République au retour.

Et la ferveur populaire n'a pas déçu les attentes : à l'esplanade du Palais de l'Unité, les populations et les militants du RDPC s'y sont rendus en masse aux premières heures de la matinée, pour attendre ovationner Paul Biya à sa sortie du palais présidentiel, la communion d'un président avec son peuple. Tout au long de l'itinéraire, Paul Biya, ovationné, salué de la main les populations massées des deux côtés de la route qui mène au palais de l'Assemblée nationale.

Dans l'hémicycle qui recevait pour la première fois les deux chambres du parlement et les membres du Conseil constitutionnel, c'est toute la crème de la haute administration qui avait pris place. Avec notamment, le président de l'Assemblée nationale maître de la cérémonie, le 1er vice-président du Sénat, le président du Conseil constitutionnel, et le 1er président de la Cour suprême. Toutes ces personnalités seront, au terme de la cérémonie de prestation de serment, les signataires de l'acte de serment dont un exemplaire a été remis au chef de l'Etat.

Quand Paul Biya fait son arrivée au palais de verres de Ngoa-Ekelle, il est accueilli par le président de l'Assemblée nationale

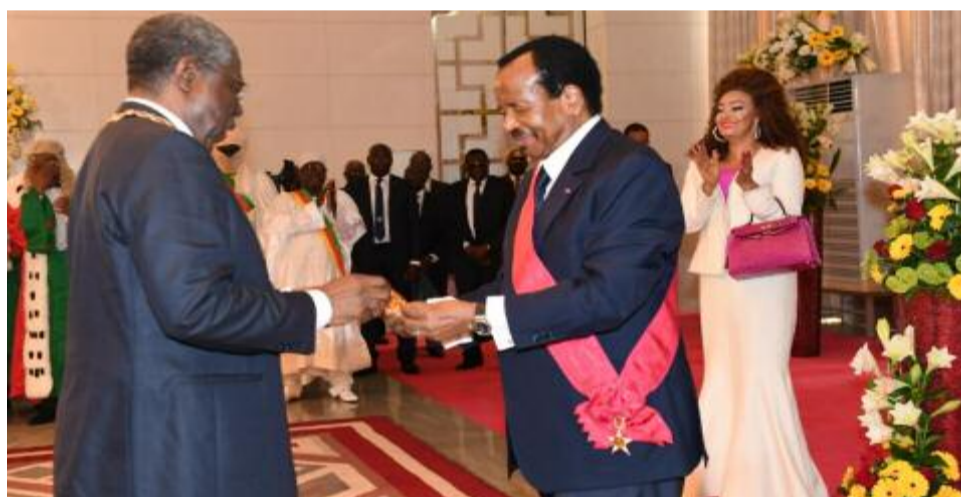
Cavaye Yeguié Djibril, le 1er vice-président du Sénat Aoubakary Abdoulaye, le président du Conseil constitutionnel Clément Atangana et le 1er président de la Cour suprême Daniel Mekobe Sone. Après l'installation du président élu dans la loge d'honneur, Cavaye Yeguié Djibril a prononcé un discours en français et en anglais très applaudi et rempli d'émotion.

Il a souhaité bonne chance à Paul Biya pour son nouveau mandat qui commence, salué le calme et la sérénité dans lesquels le scrutin du 07 octobre s'est déroulé.

« Votre réélection est avant tout le fait de la grande confiance que vous témoigne le peuple camerounais. » Il cite entre autres preuves de cette confiance, les appels à candidature qui ont jailli des quatre coins du pays et de la diaspora, invitant Paul Biya à se porter candidat pour un nouveau mandat à la tête de l'Etat.

Cavaye Yeguié Djibril a remercié et félicité les candidats qui ont respecté le verdict des urnes. Il les présente comme des patriotes. Le président de l'Assemblée nationale a aussi présenté Paul Biya comme le président des jeunes. « Les jeunes se reconnaissent en vous », a-t-il indiqué. Qu'ils soient cadres, moto-taximen, vendeurs à la sauvette. Il a souligné que Paul Biya est désormais le président de tous les Camerounais. « Vous avez apporté la démocratie et la prospérité viendra... Vous êtes le président qui promet et réalise... Le président de la paix et de la prospérité. »

C'est exactement à 11h 27 minutes que Paul Biya a prononcé la parole consacrée « I do so swear » (je le jure), passant du même coup du statut de président élu à celui de président de la République. La suite de la journée s'est déroulée au palais de l'Unité où Paul



Biya a reçu les attributs de Grand Maître des Ordres Nationaux.

La journée s'est terminée par le grand banquet offert par le couple présidentiel en soirée au palais de l'Unité. Dans l'ensemble des arrondissements de la capitale, comme

dans les autres localités du pays, des agapes se sont poursuivies jusqu'à tard dans la nuit. Une joie et une communion fraternelle qui inaugurent le septennat des grandes opportunités.

## MESURES SÉCURITAIRES

# ► Paul Biya appelle les sécessionnistes à déposer les armes

Le président élu a annoncé des mesures fortes en réponse aux problèmes sécuritaires dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest.

Annette Olinga

Dans son discours d'investiture qui a été l'une des séquences fortes de cette cérémonie, Paul Biya a marqué un arrêt fort sur les problèmes sécuritaires que le Cameroun vit depuis environ deux ans. Les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest sont au cœur de ces problèmes sécuritaires. Il y a deux jours, les sécessionnistes ont encore fait parler d'eux. 79 élèves ont été enlevés dans un établissement scolaire dans la ville de Bamenda. Face à cette situation, Paul Biya sonne la cloche de fin, au moment où il commence ce nouveau septennat qu'il qualifie de « grandes opportunités ». Aucune complaisance ne sera accordée aux jeunes qui se sont laissés entraîner dans la crise anglophone. Le chef des armées a tenu à ce qu'ils sachent « qu'ils se heurteront non seulement à la rigueur de la loi, mais aussi à la détermination de nos forces de défense et de sécurité ». Tout ceci, dans l'intérêt de tous. Jusqu'ici, le gouvernement camerounais a déjà su répondre

aux attaques des sécessionnistes dans les régions anglophones « dans nos régions du Nord-ouest et du Sud-ouest, des forces négatives ont cru pouvoir profiter des revendications d'ordre corporatiste pour essayer de mettre en œuvre un projet de sécession. Il s'en est suivi une succession d'actes de violence terroriste auxquels le gouvernement a répondu en prenant des mesures nécessaires pour préserver l'ordre public, ainsi que la sécurité des citoyens et leurs biens », a rappelé Paul Biya. Dans cette lutte pour restaurer la paix et l'unité au Cameroun, le chef de l'Etat entend mettre un accent particulier au cours de ce nouveau septennat, sur les régions anglophones mises à feu par les sécessionnistes dont l'objectif principal « consacre le caractère indivisible de notre république ».

Paul Biya, conscient des frustrations et des insatisfactions des populations du Nord-ouest et du Sud-ouest, promet de donner des réponses à leurs aspirations dans le cadre de l'accélération du processus de décentralisation en cours. Un processus de décentralisation qui devra prendre effet dans les meilleurs délais afin de donner les moyens d'une plus grande

autonomie des régions.

Avant de clore le chapitre des régions du Nord-ouest et du Sud-ouest, Paul Biya a lancé un appel à ces entrepreneurs de guerre : « Je lance un appel à déposer les armes et à retrouver le Droit chemin », a souligné le président de la République. Dans cette mouvance, Paul Biya demande aux jeunes n'ayant pas pu exercer leur droit de vote lors de la récente élection présidentielle, à ne pas perdre espoir et à accorder tout le soutien possible à l'action des autorités en vue du rétablissement de la paix. Du côté du grand Nord Cameroun, Paul Biya rend hommage aux forces de défense et de sécurité qui ont repoussé l'ennemi hors des frontières camerounaises. Une réussite qui a été rendue possible grâce à l'aide des pays voisins tels que le Nigéria et le Tchad, ainsi que des partenaires traditionnels. Grâce aux actions du gouvernement camerounais, le calme est revenu dans la région de l'Extrême-nord. Dans tous les cas, la sécurité est l'une des préoccupations majeures de ce nouveau septennat qui a pris corps ce 06 novembre 2018.



## PRESTATION DE SERMENT



### SEPTENNAT 2018-2025

## ► L'industrialisation, une des priorités économiques

La mise en œuvre du Plan Directeur d'Industrialisation (PDI) adopté il y a peu par le gouvernement, est appelé à traduire dans la réalité l'ambition de faire du Cameroun un pays émergent en 2035.

**Blaise Nnang**

Le nouveau septennat que vient d'entamer le président réélu, Paul Biya, sera éminemment économique. Et, le cap reste mis sur l'ambition de faire du Cameroun, un pays émergent à l'horizon 2035. Paul Biya est conscient qu'une « économie moderne ne saurait se concevoir sans l'existence d'un secteur industriel performant ». Ainsi, dans son discours d'investiture, le président de la République, indique que la réalisation du Plan Directeur d'Industrialisation (PDI) que dispose le Cameroun, il y a peu, sera une des priorités du nouveau septennat. C'est ce plan qui définit les contours et le contenu du projet d'industrialisation du Cameroun. Cet instrument est la boussole de l'action gouvernementale pour assurer de manière méthodique et rationnelle, l'industrialisation du Cameroun et son ambition d'émergence. Il est question de faire du Cameroun, l'usine de la nouvelle Afrique industrielle à l'horizon 2050. Trois enjeux et trois grands défis interpellent dans la mise en œuvre de cette politique industrielle.

Notamment, rattraper le retard de croissance, reconquérir le leadership, maîtriser les chocs structurels ou systémiques. Mais l'industrie, comme l'agriculture exigent un apport d'énergie stable et suffisant. C'est pourquoi pour résoudre le déficit énergétique auquel fait face le Cameroun, le président de la République annonce que « les barrages et les centrales hydroélectriques que nous avons construits devraient nous permettre, à plus ou moins brève échéance, de répondre pleinement aux exigences de notre économie et aux préoccupations de nos populations en la matière. Mais, nous ne nous arrêterons pas là. Nous continuerons d'exploiter tous les sites et cours d'eau disponibles afin de faire du Cameroun un grand producteur d'électricité dans notre continent. Nous ne délaisserons pas pour autant les zones rurales en les dotant progressivement de centrales solaires ». Outre l'énergie, « nous continuerons à développer nos infrastructures de transport (routes, ports, aéroports) au bénéfice de notre économie, mais aussi pour faciliter les communications avec nos voisins », précise Paul Biya. L'industrialisation du Cameroun pourrait prendre pour appui, « la révolution agricole » annoncée par le président de la République pour le nouveau sep-



tennat. Notamment à travers la modernisation de « nos moyens de production et en transformant davantage nos produits agricoles. Cela devrait aller de pair avec la mise à disposition de nouveaux équipements, magasins de stockage et routes d'accès. Ainsi pourrait se conforter notre statut de grenier de l'Afrique Centrale », précise Paul Biya. A côté de ces axes prioritaires qui devraient soutenir la croissance de l'économie camerounaise, l'on devrait poursuivre les réformes structurelles afin de renforcer l'équilibre budgétaire de l'économie camerounaise, et conforter la soutenabilité de sa dette. « Des finances saines sont en effet la condition de l'attractivité d'une économie

et, donc, de son aptitude à accueillir les investissements », croit savoir Paul Biya. Face aux changements en cours au niveau international, notamment les tendances au protectionnisme, voire à l'isolationnisme qui gagnent du terrain, des changements qui pourraient avoir un effet déstabilisateur pour des pays en développement comme le Cameroun, Paul Biya croit qu'il est « opportun de nous attacher à développer les secteurs de notre économie qui pourront réduire sensiblement nos importations de biens et services. Cette politique présentera l'avantage de nous permettre de rééquilibrer notre balance commerciale chroniquement déficitaire ».

## PROCESSUS DE DÉCENTRALISATION

### ► Des mesures d'accélération seront prises

Le chef de l'Etat l'a annoncé hier dans son discours au Palais de verres de Ngoa-Ekelle à Yaoundé.

**Mercedes Beleheka**

Le peuple camerounais a fait le choix d'un président à l'écoute de ses préoccupations. Un chef d'Etat conscient des revendications liées à la gérance de ses affaires. Un gouvernant qui, ayant prêté une oreille attentive, a compris l'essentiel de ses problèmes. Paul Biya l'a dit, il s'agit d'un « désir maintes fois exprimé, de nos populations d'être mieux associées à la gestion de leurs affaires locales » et qui l'ont « conduits à prendre des mesures nécessaires pour accélérer le processus de décentralisation ». En effet, le discours du président nouvellement élu par 71,28% des Camerounais prononcé hier 6 novembre au cours de la cérémonie de prestation de serment à l'Assemblée nationale montre qu'il a un regard clairvoyant des frustrations et aspirations des Camerounais notamment ceux des deux régions anglophones. Tout comme dans d'autres secteurs, le discours du « Nnom Ngu » s'est voulu rassurant : « Un bon nombre de réponses à ces préoccupations et à ces aspirations sera apporté dans le cadre de l'accélération du processus de décentralisation en cours. Dans les meilleurs délais possibles, des mesures seront prises pour élargir le champ de compétences des collectivités territoriales afin de leur donner les moyens d'une plus grande autonomie », a-t-il rassuré.

Ce septennat d'opportunités sera donc favorable à tous les Camerounais, sans distinction de sexe, de tribu, d'appartenance religieuse ou régionale, à ceux dits francophones ou anglophones. Le Cameroun, Afrique en miniature riche de sa diversité culturelle et ethnique, havre de paix, et socle d'unité, ne pourra et ne saura être divisé. Pour cela, plusieurs actions « seront prises pour régler nombre de problèmes qui sont à l'origine des frustrations et des insatisfactions qui se sont manifestées ces derniers temps. Nous espérons que cela permettra de rétablir le calme indispensable au retour à des activités économiques et sociales normales », a exprimé le chef de l'Etat. Ces mesures vont en droite ligne avec la vision de Paul Biya qui, lors de son discours à la nation le 31 décembre dernier mettait déjà un accent sur l'accélération du processus de décentralisation. L'une des mesures prises jusqu'ici c'est la création le 2 mars dernier d'un ministère dédié à la décentralisation et au développement local avec à sa tête Georges Elanga Obam. Ledit département ministériel est chargé de l'élaboration, du suivi, de la mise en œuvre, de l'évaluation du programme gouvernemental en matière de décentralisation, de la promotion du développement local ; de l'élaboration de la législation en la matière, de la réglementation et du contrôle des collectivités territoriales décentralisées, de la bonne gouvernance locale, du développement socioéconomique, de la tutelle sur les établissements publics à vocation de décentralisation.

## CRISE ANGLOPHONE

### ► Dans l'ordre des priorités

Pour le septennat à venir, le président Paul Biya va mettre tout en œuvre pour que le calme et la sérénité reviennent dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest.

**Abraham Ndjana**

Le renouvellement de la classe politique et de l'appareil administratif s'impose au moment où le président Paul Biya entame un mandat aux nombreuses exigences, avec en toile de fond, une forte demande sociale. Face à cette situation sociopolitique préoccupante, le président qui vient de prêter serment s'est voulu clair dans son discours inaugural de mandat : « Je demande, ici et maintenant, au peuple camerounais dont je connais le patriotisme, de m'aider à continuer dans la paix l'œuvre de construction nationale. » En effet, depuis bientôt deux ans, les régions anglophones font face à une poussée d'extrémistes sécessionnistes qui sèment la mort et la désolation au sein de la population. « A ces entrepreneurs de guerre, qui mettent à mal notre unité nationale et prônent la sécession, il faut qu'ils sachent qu'ils se heurteront non seulement à la rigueur de la loi, mais aussi à la détermination de nos forces de défense et de sécurité. Je leur lance un

appel à déposer les armes et à retrouver le droit chemin. J'en appelle tout particulièrement aux jeunes qui se sont laissés entraîner dans une aventure sans lendemain », a martelé le président de la République qui veut maintenir son pays dans la paix. Car le Cameroun est un et indivisible, puisque comme l'a rappelé le président de la République, « il ne fait l'ombre d'aucun doute que le destin de nos compatriotes du Nord-ouest et du Sud-ouest s'inscrit dans le cadre de notre République. » En homme de paix, garant de la cohésion et dans l'intérêt supérieur de la Nation, le président Paul Biya fera tout afin que le calme et la sérénité reviennent dans les régions anglophones, de par les prérogatives que lui confèrent son rang et dans le respect des institutions dont il est le principal garant. En bon père de famille, il est bien conscient des frustrations et des aspirations de certains de ses compatriotes du Nord-ouest et du Sud-ouest. A la suite de certaines déjà prises par le passé, le président de la République annonce d'autres réponses à toutes les préoccupations

soulevées, dans le cadre de l'accélération du processus de décentralisation en cours au Cameroun. Ainsi, il est annoncé l'élargissement du champ de compétences des collectivités territoriales décentralisées, et surtout l'octroi des moyens plus importants pour mieux prendre en charge les populations à la base. Sur un autre plan, la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme, socle principal pour le vivre-ensemble, la Commission qui a été créée à cet effet poursuivra sa mission sur le terrain. « Ces actions et d'autres seront prises pour régler nombre de problèmes qui sont à l'origine des frustrations et des insatisfactions qui se sont manifestées ces derniers temps », a rassuré le président Paul Biya. Il s'agira d'œuvrer sans relâche vers un retour au calme, synonyme de reprise normale des activités économiques. C'est le vœu largement exprimé par l'écrasante majorité des populations des régions du Nord-ouest et des Sud-ouest victimes des exactions meurtrières et destructrices des sécessionnistes.





## PRESTATION DE SERMENT

## JEUNESSE

## ► L'appel à l'espoir de Paul Biya

Dans son discours prononcé hier à l'Assemblée nationale, le chef d'Etat s'est montré compréhensif et rassurant quant aux fléaux et aux difficultés qu'endure cette tranche de la population.

Mercedes Beleheka

« M'adressant maintenant à mes jeunes compatriotes, je voudrais vous dire de ne pas perdre espoir, j'ai compris votre aspiration profonde à des changements qui vous ouvrent les portes de l'avenir et permettent votre plein épanouissement ». Tel un père, le président de la République du Cameroun qui a officiellement prêté serment hier est habité par le souci d'assurer un bel avenir à sa progéniture. Un désir qui ne date pas d'aujourd'hui mais qu'il a cependant rappelé dans son discours de circonstance prononcé devant la nation toute entière. Plus que par le passé, la jeunesse bénéficiera d'une attention particulière du président qu'elle a élu le 7 octobre dernier. Ce septennat d'opportunités le sera davantage pour cette tranche d'âge qui ne demande qu'à participer activement à la vie de nation. « J'ai tout aussi compris votre désir de mieux participer à la prise des décisions qui engagent l'avenir de notre pays. J'en tiendrai compte en ayant à l'esprit que le Cameroun de demain se fera avec vous. En étant uni, notre pays, fier de ses avancées démocratiques, économiques et sociales, s'engagera avec confiance dans le progrès et la modernité ».

Les propos de Paul Biya s'inscrivent dans la continuité de ceux prononcés le 10 février dernier dans le cadre de la 52ème édition de la fête



Le président de la République Paul Biya dans son propos d'investiture va apporter au secteur sportif le soutien mérité de la jeunesse où il lui rappelait déjà la place qu'elle occupe et le rôle qui le sien au Cameroun. « Vous êtes fortement interpellés par la nation. Car c'est vous en effet qui, dans les décennies à venir, serez en charge de la conduite de notre pays. Il convient donc que vous soyez à la hauteur de l'enjeu, en disposant de compétences et de l'expérience requises ». S'agissant de l'expérience, qui mieux que celui qui en a fait sa principale force peut en user pour tenir des promesses comme il l'a fait hier ? Certainement personne. En effet, l'homme du 6 novembre s'est spécifiquement penché sur la condition des jeunes, dont le principal fléau

demeure le chômage. « D'autre part, conscients que la finalité de la démocratie est d'apporter au plus grand nombre des conditions de vie aussi bonnes que possible et une véritable égalité des chances, je persisterai à consacrer tous mes efforts : à favoriser la relance de la croissance économique, créatrice d'emplois, notamment pour les jeunes, et susceptible d'améliorer le pouvoir d'achat ; - à promouvoir le rôle des femmes dans notre société ; - à faciliter l'intégration sociale des jeunes en développant encore davantage notre système éducatif, à tous les niveaux, et en mettant l'accent sur la professionnalisation ; - à lutter contre l'exclusion, notamment par une meilleure protection des personnes vivant avec un handicap. (...) », a rassuré le chef de l'Etat.

## HÉRITAGE

## ► Valorisation du patrimoine culturel

Ces traditions, us et coutumes, recettes et autres chefs d'œuvres artistiques et culturelles, doivent être conservés pour ne pas être noyés par le courant de la modernité.

Arnaud Joseph Etoundi

Paul Biya, conscient du fait que la finalité de la démocratie est d'apporter au plus grand nombre des meilleures conditions de vie et une véritable égalité des chances, a pris l'engagement de consacrer tous ses efforts pour conduire le Cameroun vers le progrès et la modernité. C'est pourquoi, lors de son discours d'investiture, l'homme du Renouveau compte valoriser le patrimoine culturel. Pour mieux mettre en valeur le patrimoine culturel camerounais, il faut d'abord commencer par le maîtriser.

Pour ce septennat qui a commencé hier, le chef de l'Etat entrevoit de valoriser le patrimoine culturel au cours de ce mandat

Il va sans dire que c'est en 2013, qu'a démarré le premier recensement-pilote qui visait à énumérer des sites et monuments culturels à travers les dix régions du pays. En 2015 déjà, l'on a assisté au début de l'inventaire du patrimoine immatériel dans la région du Sud, inventaire qui s'est poursuivi en 2016 dans les régions du Nord-ouest et du Littoral pour s'étendre en 2017 avec la 3ème vague dans les régions du Centre et de l'Ouest du Pays. Pour ce qui est de la quatrième vague du recensement, elle concernera l'Adamaoua et l'Est. Actuellement, le fichier central du patrimoine culturel du ministère des Arts et de la Culture du Cameroun compte plus de 600 biens dont certains font partie du patrimoine mondial de l'UNESCO avec, entre autres, les chefferies Bafut, le lamidat de Rey Bouba, les gravures rupestres de Bidzar ou les sites archéologiques de Shum Laka.

Si l'on s'en tient à la loi du 18 avril 2013 régissant le patrimoine culturel au Cameroun, l'alinéa 2 de l'article 1 relatif aux dispositions générales de cette loi a pour objet de favoriser la connaissance, la conservation, la protection, la valorisation, la promotion et la transmission du patrimoine culturel, dans l'intérêt public et dans la perspective du développement durable. Le Cameroun dispose d'un héritage culturel important qui pourrait faire de lui un vivier touristique mondial.

## SPORTS

## ► La CAN 2019 synonyme du progrès du Cameroun

Paul Biya va « apporter au secteur sportif le soutien qu'il mérite ».

Charles Nwanochi

Ce septennat qui dévoile sa lumière depuis la prestation de serment hier 06 novembre du président de la République ne s'annonce pas comme le précédent. Avec conviction et certitude, le chef de l'Etat va veiller à consolider des acquis de sa politique de modernisation du Cameroun. Il institue une politique d'ouverture « en explorant les pistes nouvelles ». Et ce dans le sens « de saisir toutes les opportunités d'un monde en constante évolution ». Ce qui va conduire à l'atteinte de l'émergence. Et le plus urgent, Paul Biya va « apporter au secteur sportif le soutien qu'il mérite ». Déjà, il consent des efforts pour accueillir la CAN 2019 pour qu'ils « reçoivent leur juste récompense ».

A la fois un défi et une nécessité, les infrastructures sportives construites participent du progrès du Cameroun. Son souci de réaliser

« l'objectif de l'émergence » qui « doit être érigé en grande cause nationale » pour « faire du Cameroun un pays moderne et socialement avancé » coïncide au point qu'il se susurre que le pays compte mobiliser 150 milliards FCFA pour financer des infrastructures de la CAN 2019 à la Douala Stock Exchange, la bourse de Douala. Ils vont servir à achever le complexe omnisports d'Olembe (36 milliards de FCFA), le stade de Japoma (34 milliards de FCFA), quatre terrains d'entraînement à Garoua (20 milliards de FCFA), à construire un stade annexe et réhabiliter quatre infrastructures sportives à Bafoussam. La Commission des marchés financiers acquiesce depuis le 19 octobre que le gouvernement camerounais émet ce nouvel emprunt obligatoire.

Ce qui confirme que « le Cameroun prend toutes les dispositions aujourd'hui pour que tout soit prêt dans la pire des cas cinq à six mois avant le début de la compétition ». Il va se situer à la lisière de ce que « le cahier des charges de la CAF fixe à trois mois avant la compétition la

date butoir de remise des infrastructures ». Selon les ingénieurs de l'entreprise turque Yenegun, les travaux sur le stade de Japoma ont été réalisés à 73 % et à 68% pour le complexe. La société adjudicataire pose progressivement des sièges et elle est sur le point d'ériger la toiture. Les stades d'entraînement situés aux quartiers Bepanda, Bonamoussadi et Akwa à Douala sont à un stade avancé des travaux. Le complexe sportif Paul Biya d'Olembé, à la sortie nord de Yaoundé, stade de 60 000 places, enregistre la pose progressive des sièges avant la pose définitive de la toiture. Le chef projets Piccini confirme que « l'ensemble des finitions est prévu en mi-novembre. Pour les sièges, nous avons préparé tous les trous pour les raccrocher. Cette étape interviendra pendant le mois de novembre après la pose de la toiture, pour ne pas abîmer les sièges ». Il maintient que ce chantier sera livré le 28 décembre 2018. Le stade omnisports de Limbe, dans le Sud-ouest, déjà livré, celui de Bafoussam, est sur le point de l'être.





## PRESTATION DE SERMENT

### NOUVEAU SEPTENNAT

# ► Paul Biya rassure sur la modernisation de l'agriculture

Le positionnement stratégique de l'agriculture dans le discours du président élu après sa prestation de serment hier a réaffirmé son attachement à l'industrialisation du secteur agricole camerounais.

Arnaud Evina

«... Dans ce contexte, il me semble opportun de nous attacher à développer les secteurs de notre économie qui pourront réduire sensiblement nos importations de biens et services. Cette politique présentera l'avantage de nous permettre de rééquilibrer notre balance commerciale chroniquement déficitaire. Par ailleurs, nous allons réaliser une véritable « révolution agricole » en modernisant nos moyens de production et en transformant davantage nos produits agricoles. Cela devrait aller de pair avec la mise à disposition de nouveaux équipements, magasins de stockage et routes d'accès. Ainsi pourrait se conforter notre statut de grenier de l'Afrique Centrale. » Ce sont les paroles du président élu lors de son discours après sa prestation de serment hier devant les élus du peuple et autres personnalités invitées. Ces paroles viennent réaffirmer l'attachement et l'engagement indéfini du chef de l'Etat à moderniser le secteur agricole camerounais en vue de conduire progressivement le pays vers un retour à la croissance. Conscient que l'agriculture, au sens large, fait vivre la majeure partie de notre population et est l'un des facteurs indispensables pour l'évolution économique du pays, le président dans son discours a placé en bonne place dans son septennat des « Grandes Opportunités » la « révolution agricole ». Il entend ainsi stimuler tous les secteurs de production agricole du pays, en vue d'assurer non



seulement une meilleure organisation et l'accroissement de l'efficacité des exploitations familiales qui demeurent les plus nombreuses dans la structure agraire de notre pays et qui contribuent à la construction d'écosystèmes durables et diversifiés. Le développement d'une agriculture moderne des grandes plantations de production aussi bien des produits traditionnels de rente que des produits vivriers destinés au marché international, la mécanisation des grandes exploitations mais aussi des petites afin de diminuer la pénibilité du travail des agriculteurs et d'accroître les rendements qui faciliteront l'accès aux facteurs de production permettant d'améliorer la productivité, notamment à travers un accès sécurisé à la propriété foncière. La mise en place d'un semencier national ainsi que des structures de production et d'accompagnement des agriculteurs dans tous les sens, tout ceci pour assurer la sécurité alimentaire du pays, mais aussi l'accroissement de nos exportations et la réduction de nos importations. En vue du lancement efficace de ce secteur pourvoyeur d'emploi pour la jeunesse camerounaise, le président n'a pas oublié de mentionner que l'industrie, comme l'agriculture, exigent un apport d'énergie stable et suffisant. A ce titre, il a rappelé que l'industrialisation de l'agriculture bénéficiera des efforts importants dans le secteur hydroélectrique entrepris depuis un certain temps (Les barrages et les centrales hydroélectriques en construction), car une économie moderne ne saurait se concevoir sans l'existence d'un secteur industriel performant. Nous disposons d'un Plan directeur d'industrialisation qui définit les contours et le contenu d'un projet d'envergure dans ce domaine. Sa réalisation sera une des tâches prioritaires du septennat.

### SOCIAL

# ► La santé comme priorité pour Paul Biya

Pendant son discours de circonstance, le président de la République a réitéré son engagement à assurer une couverture santé pour tous.

Olivia Camille Ayissi

Comme le veut la tradition, le chef de l'Etat élu doit prendre les rênes du pays devant les représentants du peuple : députés, sénateurs, membres du gouvernement et assimilés. Pendant ce moment historique, Paul Biya a pris des engagements pour le nouveau septennat qui a débuté hier 06 novembre 2018. C'est dans cette logique qu'il a inséré le domaine sanitaire parmi les axes majeurs de son cahier de charges.

En effet, le Cameroun en général et les zones rurales en particulier connaissent une santé inquiétante depuis l'avènement de l'usage excessif des produits toxiques et de l'enclavement accentué. Cette situation demeure alarmante pour le peuple de l'arrière-pays. Pour ce faire, faciliter l'accès aux soins de santé et aux médicaments de qualité est une autre façon d'améliorer les conditions de vie des Camerounais, surtout pour les plus démunis, est une préoccupation qui date du mandat précédent. Dans toute la mesure du possible, elle a été réitérée dans ce nouveau mandat afin d'étendre la gratuité ou la réduction du coût des soins dans le cadre de notre système de sécurité sociale,

d'un dispositif d'assurance maladie va faciliter l'accès aux soins des moins favorisés.

Au regard de toutes ces promesses, des progrès indéniables ont été enregistrés. Mais beaucoup reste à faire. C'est pourquoi dans son propos liminaire, Paul Biya avec l'aide de ses compatriotes veut continuer à renforcer le système de santé, finalisant un dispositif de sécurité sociale efficace. Cela sera effectif par l'ouverture de nouveaux hôpitaux et de centres de santé. Dans la même veine, il compte apporter une bouffée d'air sur les équipements de pointe qui leur font défaut parfois.

En rappel, le chiffre de malades atteint de VIH Sida est parti de 11,8% au moment où le président de la République du Cameroun s'engage dans la gratuité de la prise des antirétroviraux à 3,4% en 2018. Sur les 21 268 décès officiellement enregistrés, 2637 étaient attribués au paludisme, soit un taux de 12,4%. Pour André Mama Fouda, ministre de la santé publique « ces résultats démontrent des progrès évidents, car le taux de morbidité est passé de 29% à 23,6% et la mortalité de 30% à 12,4% entre 2012 et 2016 ».

Ces progrès réalisés au cours de ces années motivent à suffisance le chef de l'Etat, qui place d'ailleurs la santé humaine au rang des priorités du prochain septennat.

### 8<sup>ÈME</sup> FOI DE PAUL BIYA

# ► Aidez-moi !

Par Alphonse Ateba Ndoumou

Cela allait jusqu'ici sans dire, encore fallait-il le dire d'une voix nette et tranchée, ouvrant ainsi la voie à de nouvelles franchises de dialogue et de participation républicains, au sein d'un septennat de toutes les opportunités. Paul Biya l'a fait hier mardi, lors de la cérémonie solennelle de lancement de son bail, annonçant ainsi un leadership innovant, centré sur le tout pour tous, avec tous, autour d'un chef qui écoute et prend en compte l'avis d'un peuple plus mur et conscient de ses responsabilités. Aussi Paul Biya n'est-il pas passé par quatre chemins pour annoncer ce qui sera probablement la rupture du siècle, sous la forme d'un dialogue démocratique renoué. Parlant du

Nord et du Sud-ouest anglophones en crise, Paul Biya, en bon prince, reconnaît solennellement des frustrations et des insatisfactions légitimes, auxquelles il dessine un cadre opérationnel de solution par l'accélération de la décentralisation. Aidez-moi, dit-il, aux populations du Nord et Sud-ouest, car en étant uni, notre pays s'engagera avec confiance sur les chemins du progrès et de la modernité. Il faut la paix et la sérénité pour la reprise des activités dans les régions en crise. Paul Biya s'y engage, parce que c'est cela son devoir régalien, mais surtout, parce que c'est le sens du mandat que le peuple vient de lui confier. Aidez-moi dit Paul Biya aux jeunes, afin que vos aspirations exprimées avec brio dans les derniers jours puissent permettre votre meilleure intégration dans les cercles de décision, pour plus d'emplois, de bien-être et de prospérité col-

lective dans ce Cameroun vôtre. Oui, l'Émergence doit être érigée au niveau d'une cause nationale, qui devrait faire du Cameroun, à la fois l'usine et le grenier du continent, par une triple révolution agricole, industrielle et énergétique. En exprimant sa foi vis-à-vis du peuple camerounais pour réussir l'accomplissement de sa haute charge, Paul Biya, confirme un nouveau magister de solidarité et de participation citoyenne, en vue de la consolidation de la démocratie, socle d'où émergeront toutes les félicités que recèle le nouveau septennat dit des Grandes Opportunités. De la foi et de la solidarité donc pour faire le septennat de toutes les opportunités, pour un Cameroun définitivement prospère et démocratique, ainsi se décline le nouveau Paul Biya dans sa 8<sup>ème</sup> foi.



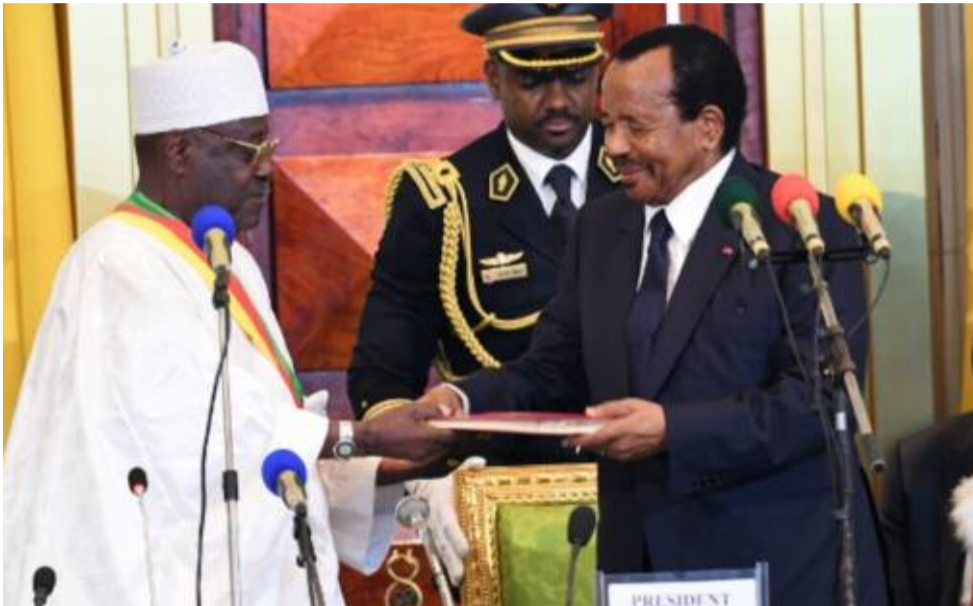


## PRESTATION DE SERMENT

## SERMENT

# ► Un moment fort de sens

L'acte qui unit le président élu du Cameroun à son peuple, est un symbole qui trouve sa légitimité de la loi.



Arnaud Evina

L'Assemblée nationale « Monsieur le président de la République, vous engagez-vous sur l'honneur à remplir loyalement les fonctions que le peuple vous a confiées. Et, jurez-vous solennellement devant Dieu et devant les hommes de consacrer toutes vos forces à défendre l'intégrité et l'indépendance de la patrie camerounaise ? ». « I do so

Debout, la main droite levée, face aux membres du Parlement, le président élu, prend l'engagement en répondant à la question du président de

swear », « je le jure ». C'est la réponse consacrée que le président élu prononce devant le président de l'Assemblée nationale et les députés de la nation. Cette réponse est l'engagement qu'il prend de faire appliquer la Constitution, de maintenir la paix, de défendre l'intégrité territoriale du Cameroun, entre autres attributions dévolues au président de la République. Après cette phase, le président à l'occasion de son investiture adresse aux Camerounais un discours de la politique générale. Le peuple attend ainsi de lui qu'il détaille son projet politique qu'il a présenté aux électeurs pendant la campagne électorale.

Le serment qui est l'affirmation solennelle, orale ou écrite, par laquelle une personne promet (jure) de se comporter d'une certaine manière ou atteste (en le jurant aussi) la véracité d'une déclaration, est ainsi dressé en cinq exemplaires. Ces derniers sont signés des présidents de l'Assemblée nationale, du Sénat, du Conseil constitutionnel, de la Cour suprême et du nouveau président investi. L'un des originaux reste au secrétariat général de l'Assemblée nationale. Puis, trois autres conservés au rang des archives au

Sénat, au Conseil constitutionnel et à la Cour suprême. Enfin, un exemplaire est remis au président de la République.

Cet acte de prestation de serment trouve sa légitimité dans la Constitution du Cameroun dans son article 7 alinéa 1. Dans cette partie de la Constitution de la République du Cameroun, il est écrit que le président de la République élu entre en fonction dès sa prestation de serment. L'alinéa 2 du même article précise qu'il prête serment devant le peuple camerounais, en présence des membres du Parlement, du Conseil constitutionnel et de la Cour suprême réunis en séance solennelle. Le serment est reçu par le président de l'Assemblée nationale. L'alinéa 3 rappelle que la formule du serment et les modalités d'application des dispositions des alinéas 1 et 2 ci-dessus sont fixées par la loi.

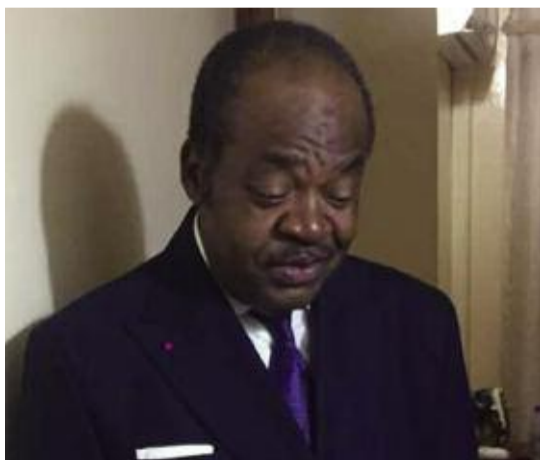
Fière de sa diversité linguistique et culturelle, élément de sa personnalité nationale qu'elle contribue à enrichir, le peuple camerounais conscient de la nécessité impérieuse de parfaire son unité et proclamant son unité indestructible apporte toujours son soutien à son chef d'Etat lors de la cérémonie de prestation de serment.

## PR SAMUEL EFOUA MBOZO'O

## ► « Le serment est un engagement devant Dieu et les Hommes »

Historien et membre de la Commission Nationale pour la Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme, le Pr Samuel Efova Mbozo'o donne la signification profonde de la prestation de serment.

Propos recueillis par Arnaud Evina



## PRÉCIS

«L'affirmation solennelle de la sincérité d'une promesse»

Quel est le sens de la prestation de serment et d'où vient-elle ?

Le serment, du mot et verbe latin « Sacramentum », « Sacrare » (rendre sacré). C'est l'affirmation solennelle d'une personne qui atteste de la sincérité d'une promesse. Bref, c'est l'engagement solennel d'une personne de bien remplir les devoirs de sa fonction. Pour le cas du Cameroun, le président de la République élu, en prêtant serment à l'Assemblée nationale s'engage solennellement devant le peuple camerounais, à travers ses représentants que sont les membres du Parlement, en présence des membres du Conseil constitutionnel et de la Cour suprême, à remplir loyalement les fonctions que lui reconnaît la constitution du pays qui est sa loi fondamentale. Le serment qui est donc l'affirmation solennelle, orale ou écrite, par laquelle une personne promet (jure) de se comporter d'une certaine manière ou atteste (en le jurant aussi) de la véracité d'une déclaration, est ainsi dressée en cinq exemplaires.

Qu'est-ce qui légitime cet acte au Cameroun et comment est-il consigné ?

Cet acte de prestation de serment trouve sa légitimité dans la constitution du Cameroun dans son article 7 alinéa 1. Dans cette partie de la constitution de la République du Cameroun, il est écrit que le président de la République élu entre en fonction dès sa prestation de serment. L'alinéa 2 du même article précise qu'il prête serment devant le peuple camerounais, en présence des membres du Parlement, du Conseil constitutionnel et de la Cour suprême réunis en séance solennelle. Le serment est reçu par le président de l'Assemblée nationale. L'alinéa 3 rappelle que la formule du serment et les modalités d'application des dispositions des alinéas 1 et 2 sont fixées par la loi. Pour consigner cet acte, les textes de prestation de serment sont signés des présidents de l'Assemblée nationale, du Sénat, du Conseil constitutionnel, de la Cour suprême et du nouveau président investi. L'un des originaux reste au secrétariat général de l'Assemblée nationale. Puis, trois autres conservés au rang des archives au Sénat, au Conseil constitutionnel et à la Cour suprême. Enfin, un exemplaire est remis au président de la

République.

Pourquoi la phrase « I do so swear » ?

« I do so swear » (je le jure). En le disant debout, la main droite levée, face aux membres du Parlement, le président élu, prend l'engagement en répondant à la question du président de l'Assemblée nationale suivante : « Monsieur le président de la République, vous engagez-vous sur l'honneur à remplir loyalement les fonctions que le peuple vous a confiées. Et, jurez-vous solennellement devant Dieu et devant les Hommes de consacrer toutes vos forces à défendre l'intégrité et l'indépendance de la patrie camerounaise ? ». « I do so swear », « je le jure ». En répondant ainsi à la question à lui posée par le président de l'Assemblée nationale, le président de la République s'engage solennellement devant Dieu et devant les Hommes qu'il remplira ses fonctions qui sont de conserver, protéger et défendre la constitution et les lois de la République ; veiller au bien général de la Nation ; soutenir et défendre l'unité, l'intégrité et l'indépendance de la patrie.



## INTERVENTIONNISME

# ► La France n'installera pas Kamto au pouvoir

Lors d'un entretien avec Patrick Fandio sur *France 24*, Jean-Yves Le Drian, ministre français des Affaires étrangères en tournée de 24 heures en République Centrafricaine, précise la position de la France sur les contestations du scrutin du 07 octobre dernier.

Parlons d'un pays voisin de la République Centrafricaine, le Cameroun où, une élection présidentielle très contestée a eu lieu le 07 octobre dernier. Le président Paul Biya a été déclaré réélu le 22 octobre dernier par le Conseil constitutionnel avec des accusations de l'opposition de fraude. Est-ce que de votre point de vue, ce scrutin au Cameroun était une élection libre et transparente ?

Moi je n'ai pas de capacité à juger puisqu'il n'y avait pas une mission de contrôle et de vérification initiée où la France était présente. Je constate qu'il y a eu une élection qui s'est déroulée néanmoins dans le calme même s'il y a eu quelques difficultés dans les régions anglophones. Je constate qu'un président a été déclaré élu, Paul Biya. Il a été déclaré élu donc je le constate par les institutions républicaines camerounaises, je le constate. Nous avons à l'égard de Paul Biya une relation de confiance, une relation très exigeante. Je pense que je ne réfléchis pas en termes d'alliance. Je réfléchis en termes de responsabilité politique des différents pays africains qui assument eux-mêmes leur responsabilité politique et qui font leur choix. La France est la même si on vous le demande et en occurrence sur la situation au Cameroun, je pense opportun, le président Macron le lui a dit que le président Biya prenne les initiatives nécessaires pour montrer une nouvelle voie et pour appréhender de manière sérieuse la situation difficile des régions anglophones, pour s'adresser à la jeunesse, pour leur montrer un dessin et pour faire en sorte que le processus politique de démocratisation du Cameroun soit vraiment l'axe principal de ce nouveau mandat qui s'ouvre.

Dans beaucoup de milieux de la société civile, on entend ce discours qui dit que la France ne dit rien, se tait, n'est pas à nos côtés, on trouve portes-closes et on n'arrive pas à faire entendre cette aspiration démocratique, cette soif du changement. Est-ce que la France préfère aujourd'hui en Afrique centrale avoir des relations avec des États et des régimes stables, un peu autoritaires ?

C'est peut-être dans un autre monde. Il y a bien longtemps que la France ne choisit plus les gouvernements à



JEAN-YVES LE DRIAN SUR FRANCE 24  
LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES EN CENTRAFIQUE

L'ENTRETIEN



la place des Africains. C'est de l'histoire du passé. Si certains s'y complaisent encore, ils ont tort. La France reconnaît ce qui se passe. Elle n'a pas à se substituer aux acteurs. Elle a à aider les acteurs quand ses acteurs le demandent. En ce qui concerne le Cameroun, je l'ai dit très clairement qu'il nous paraît souhaitable que le président Biya face les inflexions nécessaires en raison de ceux qui doivent pouvoir lui-même constater les aspirations à plus de démocratie donc vous faite état. La France intervient lorsque les fondamentaux sont remis en cause et si les journalistes sont enfermés c'est inacceptable.

Dans cette zone entre le président Déby, le président Sassou, le président Biya, le président Obiang Nguema,

ont a des leaders qui sont au pouvoir depuis 20, 30 ans parfois atteignent 40 ans, vont atteindre 40 ans bientôt. Si la France ne choisit pas de président, est-ce qu'elle dit et prône l'alternance démocratique ?

Ce n'est pas notre vocation. Les États africains sont autonomes, indépendants, souverains. C'est quand les fondamentaux sont remis en cause que la France doit parler. C'est vrai pour l'Afrique comme pour tout autre pays du monde. L'Afrique n'est pas le pré-carré de la France. Vous avez pris ça où ? Sauf pour vous.

Source : FRANCE 24

## USA-CAMEROUN

# ► « Le scrutin a été une réussite et reflète le choix de la population »

Selon Tibor Nagy, le nouveau secrétaire d'État adjoint américain aux Affaires africaines.



Alors qu'il vient de débiter sa première tournée africaine depuis sa nomination, en septembre, l'ancien diplomate Tibor Nagy, récemment nommé secrétaire d'État adjoint aux Affaires africaines, entend incarner une nouvelle approche envers le continent. Après Lomé, le 1<sup>er</sup> novembre, il devait se rendre en Guinée du 2 au 4 novembre, puis rejoindre le Mali jusqu'au 7 novembre, avant de terminer par Abuja, qu'il quittera le 10 novembre. Ce sera l'occasion pour Tibor Nagy de prendre la température d'un continent qu'il

connaît bien, puisque ce diplomate a été en poste pendant vingt ans en Afrique, au Togo, au Cameroun et au Nigeria, avant d'être nommé ambassadeur en Guinée puis en Éthiopie. À 69 ans, il a pour mission de renouer les liens entre Washington et un continent parfois exaspéré par les propos outranciers de Donald Trump. Interrogé par *Jeune Afrique* qui constate que la position américaine concernant la récente élection présidentielle camerounaise a été beaucoup plus distanciée que celles de la France ou de l'Union euro-

péenne, Tibor Nagy a déclaré ceci : « Nous avons félicité la population camerounaise pour la bonne tenue de ces élections. En Afrique, les États-Unis ne soutiennent pas des candidats mais des processus électoraux clairs et transparents. Le scrutin a été une réussite et il n'y a aucune raison de penser qu'il ne reflète pas le choix de la population. Néanmoins, et c'est peut-être là que notre position diverge, l'environnement général présente de sérieuses anomalies. Une large proportion d'électeurs n'ont pas pu aller voter dans les régions anglophones, par exemple. »



## PROGRAMME AVEC LE FIM

# ► Le Cameroun passe l'examen de la 3<sup>ème</sup> revue d'évaluation

La mission d'une délégation du Fonds Monétaire International en cours au Cameroun depuis le 05 novembre dernier, devrait aboutir à un décaissement de 60 milliards de FCFA, dans le cadre de la Facilité élargie de crédit.



Blaise Nnang

Fonds Monétaire International (FMI). Les performances de son économie sont une fois de plus scrutées par les fins limiers du FMI. La délégation conduite, comme les deux précédentes par Corinne Delechat a commencé ses auditions, le lundi 05 novembre dernier, par les départements

ministériels en charge des Finances et de l'Économie. La copie de cette troisième mission d'évaluation devrait être rendue le lundi 12 novembre prochain. Comme l'a indiqué la chef de cette mission d'évaluation du FMI, Corinne Delechat, au sortir d'une séance de travail avec le ministre des Finances, Louis Paul Motaze, cette 3<sup>ème</sup> revue permettra un décaissement d'environ 60 milliards de FCFA, cette fin d'année dans le

cadre de la Facilité Élargie de Crédit (FEC), signée avec le FIM depuis juin 2017. On se rappelle déjà qu'au mois de juin dernier, au terme de la 2<sup>ème</sup> revue, le conseil d'administration du FMI avait autorisé un décaissement de 43 milliards de FCFA au profit du Cameroun, ce qui faisait un total des décaissements de l'ordre de près de 205 milliards de FCFA dans le cadre du plan économique triennal signé avec le FMI. Notons que le montant global attendu au bout de la période 2017-2020 que dure ce programme est de 390 milliards de FCFA.

Mais de manière générale, l'objectif de cette mission d'évaluation du FMI comme les deux autres est de passer au peigne fin les performances de l'économie camerounaise. Ainsi, avec le ministre des Finances, il a été question lundi dernier, de passer en revue l'évolution récente et les perspectives de l'économie camerounaise, mais également faire le point sur la performance au titre de la FEC, notamment les critères et repères quantitatifs, repères structurels, les implications sur l'exécution du budgetaire de moyen terme et la préparation du budget 2019 ; la stratégie d'endettement du Cameroun, son plan révisé et l'état de la restructuration des banques

en difficultés. Tout comme la stratégie pour la Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises (BCPME). Avec le ministre en charge de l'Économie, Alamine Ousmane Mey, il a surtout question de faire un état des lieux des grands projets d'investissement et leur financement, le programme d'emprunts extérieurs pour la période 2018-2019, les accords de partenariat public-privé relatifs aux projets inscrits dans le Document de Stratégie pour la Croissance et le Progrès (DSCE). Mais aussi, l'état des lieux des mécanismes d'évaluation, de maturation, de mise en œuvre et de suivi de l'exécution et des décaissements des projets d'investissement.

Et enfin, le suivi du rapport sur les Soldes Engagés et non Décaissés (SENDs), notamment les mesures prévues pour les projets non performants. La suite du programme de cette mission du FMI prévoit diverses réunions avec plusieurs autres entités étatiques à l'effet de s'enquérir profondément de la situation macroéconomique et budgétaire du Cameroun et toucher du doigt les indicateurs de performance du Programme Économique et Financier (PEF).

## CRISE ANGLOPHONE

# ► 79 élèves kidnappés à Bamenda

L'enlèvement s'est produit le 05 octobre 2018. C'est le plus important kidnapping dans cette zone depuis le début du conflit.

Annette Olinga

La région du Nord-ouest a encore fait parler d'elle à la veille de la prestation de serment du chef de l'État. Cette fois, c'est un enlèvement de masse qui a eu lieu dans un établissement scolaire de la ville de Bamenda le lundi 05 octobre 2018. Outre les élèves, le principal de la Presbyterian Secondary School de Bamenda, un enseignant et un chauffeur ont également été enlevés par des hommes armés non identifiés, a indiqué le porte-parole du gouvernement Issa Tchiroma Bakary. « Les recherches pour retrouver les otages ont été lancées, la mobilisation est totale », a ajouté une source, qui s'exprimait à l'issue d'une réunion de crise. C'est le deuxième acte d'enlèvement signalé en moins de 48 heures, dans le Nord-ouest du Cameroun. Depuis samedi dernier, un sous-préfet du Nord-ouest est entre les mains des séparatistes anglophones. Dans une vidéo de six minutes obtenue par l'AFP, onze garçons d'une quinzaine d'années déclinent un à un, en anglais, leur identité, et indiquent avoir été enlevés à la Presbyterian Secondary School de Bamenda par les

« Amba Boys », les séparatistes anglophones. Plus de 700 élèves étudient à la Presbyterian Secondary School, selon le site web de l'établissement qui souligne recevoir des élèves « de toutes les origines religieuses et linguistiques du Cameroun ».

L'établissement est actuellement quadrillé par les forces de sécurité. La crise socio-politique qui s'est installée en fin 2016, s'est transformée fin 2017 en conflit armé. Des affrontements entre l'armée et des séparatistes, regroupés en groupes dans la forêt équatoriale, s'y produisent quasiment tous les jours depuis plusieurs mois. Ils ont décrété un boycott des établissements scolaires, estimant que le système scolaire francophone marginalise les élèves anglophones. Nombreuses attaques

Les attaques de séparatistes armés sur les écoles sont nombreuses depuis le début du conflit en mi-octobre 2016. Le jour de la rentrée scolaire en début septembre, un directeur d'école avait été assassiné, un professeur mutilé et plusieurs lycées attaqués. Le conflit armé a redoublé d'intensité dans la région du Nord-ouest après plusieurs mois d'accalmie. Le 30 octobre dernier,

un missionnaire américain a été tué par balles dans son véhicule à Bambui, une banlieue de Bamenda. Les raisons de son assassinat restent inconnues, mais l'État a accusé les « terroristes » d'être à l'origine de sa mort alors que Washington a évoqué des « tirs croisés ».

Plus de 175 membres des forces de défense et sécurité camerounaises ont perdu la vie dans ce conflit, ainsi que plus de 400 civils, selon les ONG. Dans la zone, plus de 300 personnes ont fui les violences, pour la grande majorité en brousse et dans les grandes villes des régions voisines, et pour certaines, au Nigeria voisin.

Dans les deux régions anglophones, le taux de participation à la présidentielle du 07 octobre a été très faible (5% dans le Nord-ouest et 15% dans le Sud-ouest).

Une situation qui prendra fin avec le nouveau septennat qui commence ce 06 novembre 2018. Le président de la République entend mettre les problèmes de sécurité au cœur de ce septennat des Grandes opportunités. Dans son discours d'investiture, il a demandé aux sécessionnistes de déposer les armes sinon « ils se heurteront non seulement à la rigueur de la loi, mais aussi à la détermination de nos forces de défense et de sécurité ».



## PAUL BIYA : UN CHEMINEMENT POLITIQUE D'EXCEPTION

Il prêtera serment aujourd'hui 06 novembre 2018. Et pour la première fois, il le fera devant les deux chambres du Parlement réunis en congrès et le Conseil constitutionnel. Paul Biya, l'homme du Renouveau national vient de briguer un nouveau mandat de sept ans à la tête du Cameroun au terme d'une élection qu'il a survolée face à ses challengers. Huit candidats au total dont les suffrages réunis n'ont pas pu franchir la barre des 30%. Le septième mandat qui va commencer comme les précédents, plein de défis à relever surtout en sa première année où le Cameroun entend relever un défi majeur : l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations 2019 sur son sol et, plus tard au cours du second semestre de

l'année, les élections locales. Le pays que va diriger Paul Biya pour les sept prochaines années est au front contre l'insécurité qui monte dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest, et sur le front nord avec un déploiement qui vise l'extinction de la menace Boko Haram dans la région de l'Extrême-nord. L'homme qui a bravé le coup d'Etat de 1984, les villes mortes pendant les années de braises, la crise économique avec les programmes d'ajustements structurels qui y étaient attachés, a inspiré nombre d'auteurs par sa méthode, ses choix, ses attitudes indécodables. *L'essentiel du Cameroun* revisite la vie de cet homme d'exception au gouvernail du bateau Cameroun depuis trente-six ans.

## PAUL BIYA

## ▶ L'homme qui triomphe de l'adversité

Il a traversé de nombreuses zones de turbulence au gouvernail du bateau Cameroun. Face aux trahisons et à l'adversité, Paul Biya a toujours été réélu afin de préserver la paix et l'unité nationale.

Christophe Mvondo

Sur les ondes de *Radio Monte Carlo*, Paul Biya répond à une question que lui pose le journaliste interviewer. Quel est le titre du meilleur livre qu'on peut écrire sur vous. Paul Biya deux points. Et le président de répondre : « *L'homme qui a apporté la démocratie et la prospérité à son peuple* ».

La grave crise économique qui a frappé le Cameroun est venue ralentir le bel élan engagé. La baisse de cours des matières premières, la dévaluation du franc CFA, les programmes d'ajustement structurel, la baisse des salaires des fonctionnaires et agents de l'Etat, la privatisation des sociétés d'Etat. Pour ne rien arranger, la désobéissance civile à travers les villes mortes, est venue fragiliser davantage une économie déjà à genoux.

Dans ce contexte, Paul Biya qui avait octroyé les libertés à travers les lois sur les libertés, le Renouveau a vu naître une opposition radicale déterminée à en découdre avec le régime, appuyée par une presse virulente qui ne cherchait que la petite bête pour « tirer » sur le régime.

Autour de nous, des régimes sont tombés sous la pression de la rue et des partis d'opposition. Mais celui de Paul Biya est resté debout et a traversé cette zone de turbulence sans grand dommage.

Paul Biya a donc su gérer les situations qui ont déstabilisé plusieurs pays en Afrique à l'aube des années 1990. La démocratie à la carte, prescrite par l'Occident. La tenue des conférences nationales souveraines au cours desquelles le peuple est appelé à faire le procès du dirigeant en place. Puis la tenue d'une élection au terme de laquelle il ne devrait pas sortir vainqueur.

Mais Paul Biya qui aime rester maître de lui-même et qui maîtrise l'art de déjouer les pronostics que l'on fait sur lui n'a pas suivi la feuille de route venue d'ailleurs. Il a tracé son propre sillon : une rencontre tripartite entre partis politiques, dirigeants et des



acteurs de la société civile. Il en sortira en gros le projet d'une nouvelle Constitution qui sera promulguée en janvier 1996. Elle consacre la décentralisation et, entre autres, un mandat présidentiel de sept ans renouvelables une seule fois ; un verrou qui a sauté en 2011 avec la révision de la Constitution.

Que d'épreuves difficiles, mais le prince de Mvomeka'a est resté debout tenant ferme le gouvernail du bateau Cameroun. Ce qui a inspiré cette analyse au Pr Gervais Mendo Ze le préfacier de l'ouvrage Paul Biya : Les secrets du Pouvoir : « *Jaillissant, à la surprise générale, de la succession d'Ahmadou Ahidjo, le président Paul Biya a bravé un parcours de turbulences que peu d'acteurs politiques contemporains peuvent s'autoriser : retournement spectaculaire de la parole de son prédécesseur, deux tentatives de coup d'Etat, une crise économique féroce, la désobéissance civile, la violence de la rue, une opposition insurrectionnelle appelant à la guerre civile armée, les trahisons des fidèles, les annonces de décès, le tir groupé de la*

*presse, les manœuvres des partisans et des adversaires qui parfois deviennent des ennemis. Depuis 1982, Paul Biya a traversé ces épreuves à la surprise générale, confondant les sceptiques et renaissant, comme l'animal de la légende, chaque jour du néant où certains l'avaient trop vite barricadé...* »

Sa réserve lui donne le temps de cerner les contours de chaque problème avant de prendre la parole ou de prendre une décision. L'homme qui a libéré la parole a essuyé la fronde de l'opinion. Pour que la liberté accordée ne se transforme en libertinage, Paul Biya a dû recadrer les bénéficiaires. « *Nous avons dû canaliser les forces que la soif de liberté avait libérées, afin qu'elles ne se retournent pas contre la liberté elle-même* », avait indiqué Biya.

Paul Biya ironise et sait tourner ses détracteurs en dérision. Alors qu'il est donné pour mort en juin 2004, Paul Biya revient de Suisse et salue ses ministres à l'aéroport de Nsimalen avec ces mots : « *Le fantôme vous salue bien ! Certains, apparemment, étaient pres-*

*sés d'assister à mes funérailles...* »

Alors qu'on s'attend parfois à ce qu'il se mette en colère, Paul Biya a toujours tourné en dérision ces rumeurs et leurs auteurs.

L'efficacité dans la discrétion, la tempérance. Ce caractère discret est une embuscade pour ses adversaires politiques car il a souvent été sous-estimé.

Dans une interview accordée à Jeune Afrique en 1999, Paul Biya a affirmé que beaucoup sont ceux qui ne vendaient pas chère sa peau et lui prédisaient un passage éclair à la tête de l'Etat du Cameroun. « *On ne me donnait au départ que six mois de survie et, dans le fond, on n'avait pas tort. Toute la sécurité avait été mise en place par mon prédécesseur et lui était dévouée. "Comment osez-vous dormir ici !" s'inquiétaient mes amis. Vous voyez, j'ai survécu. Mais je n'ai pas la mémoire courte. Je sais très bien qui, pendant ces seize dernières années, a parié contre moi.* »

Paul Biya finalement, c'est un homme d'Etat, une tête bien faite, un limier de la politique au parcours exceptionnel.



## PAUL BIYA : UN CHEMINEMENT POLITIQUE D'EXCEPTION

## CONSÉCRATION

## ▶ Les atouts d'un succès irréprochable

Une fascination et une aura irrésistibles portées par une carrière exceptionnelle dans les très hautes sphères de l'Etat, continuent entre autres, de produire leurs effets.

Abraham Ndjana

Les gestionnaires de la campagne électorale du candidat Paul Biya pour l'élection présidentielle du 07 octobre dernier ont cru devoir placer ladite campagne sous le slogan « Paul Biya, la force de l'expérience ». Les événements à l'issue d'un scrutin (qui s'apparente à un véritable plébiscite en faveur du président sortant avec 71,28% des suffrages valablement exprimés) se sont chargés de leur donner absolument raison. L'expérience qui confère à toute action quel qu'en soit le domaine, la puissance manifeste d'un savoir-faire indiscutable, s'est révélée comme un élément déterminant dans la victoire finale écrasante du candidat Paul Biya.

En fait d'atouts, Paul Biya en a plusieurs dans sa marche et qui malgré tout, concourent s'agissant du choix de ses compatriotes en quête perpétuelle d'une certaine sérénité, à jeter leur dévolu sur lui. Une forte majorité de ses compatriotes du 06 novembre 1982 continue d'exercer une fascination irrésistible perçue dans sa double dimension administrative et politique exercée exclusivement dans les très hautes sphères de l'Etat. Avec à



la clé, des spécificités fonctionnelles originales à l'instar du cumul inédit des postes de ministre d'Etat, secrétaire général de la présidence de la République et Premier ministre. La boucle s'est bouclée par une accession exemplaire à la magistrature

suprême.

Visionnaire lucide qu'avant l'avènement de la démocratie il conviait déjà les camarades de son parti à se préparer à une éventuelle concurrence. Paul Biya se pose également en apôtre de la paix, conforté dans cette pos-

ture avec l'issue heureuse qu'a comme le différend frontalier de Bakassi avec le Nigeria voisin. Dans un contexte continental où des crises similaires ont donné plutôt lieu à des embrasements généralisés, l'option pacifiste du chef de l'Etat camerounais a été unanimement saluée par tous les observateurs internationaux. Et les Camerounais qui en parfaite harmonie vivaient leur unité, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, lui devaient déjà une fière chandelle. Et en la matière, les exemples peuvent ainsi être multipliés à l'infini.

Depuis lors, le temps a passé. Beaucoup d'eau a coulé sous le pont apportant ici et là quelques modifications dans le paysage socio-politique du pays. Modifications que le chef de l'Etat s'évertue à contenir dans des proportions convenables. Et les Camerounais apprécient. Et dans ce qui se pose à leur conscience comme un choix à opérer entre la préservation des acquis et le saut vers l'inconnu, vers l'aventure des urnes ont parlé abondamment en faveur du président sortant. Lui qui rêve d'être celui-là qui aura apporté la démocratie à ses compatriotes a récolté les fruits d'une bonne organisation électorale.

## TOGETHER FOREVER

## ▶ President Paul Biya, an Anglophone by any standard

The victory of H.E Paul Biya, President of the Republic of Cameroon is and should not be a surprise to anyone for his "Force of Experience" is testimonial and his people stood by him in spite of some difficulties.

Akwacho Precious

That H.E Paul Biya had a landslide victory in the Northwest and Southwest Regions despite the calls for boycott by secessionists is an indicator that he is truly a son of the soil and some of his fellow anglophone compatriots have remained loyal to him and faithful to him.

As soon as President Biya ascended to the Supreme Magistracy on November 6, 1982, his first official visit was to the Northwest Region. In a highly emotional speech delivered to the population in Bamenda on February 9th 1983, the President while paying tribute to the North westerners, said; "It is no doubt that the populations of the Northwest Province deserved this tribute. In fact, the Cameroonian nation is what it is today thanks to the inestimable contribution made towards reunification in 1961 and the peaceful revolution in 1972, by the populations of the Northwest and its leaders." It should be recalled that on this same occasion, President Biya declared the Northwest Region as his «second home.» Barely two years after this historic visit, the population of Bamenda played host again to President Biya for the 1984 Agro-pastoral Show.

On December 13th 1984, the President

made a soul touching speech in Bamenda: "I was touched by your hospitality and the wishes you expressed to me and I assured you that I considered Bamenda as my own home. My presence amongst you today proves that I have kept my promise. And as you know, I will soon come here again, to my home in Bamenda." President Biya ended this speech with the following words: "Populations of Bamenda and the Northwest, we shall meet each other again here, as I hope, during the next congress of our great national party."

President Biya respected for his words and his love for the 'Bamenda Man' was back in Bamenda on the 21st March 1985, this time to launch his political party, the Cameroon People's Democratic Movement (CPDM). The President opened the 4th Ordinary Congress of the CNU in Bamenda on March 21, 1985, with the following words: "Here I am again in Bamenda. How nice it is to find yourself in your home? For his intimacy, love, faithfulness and loyalty to the "Bamenda Man", the Fons of the Northwest Region decided to crown him with the title « Fon of Fons. » The President used this occasion to acknowledge this important title.

In the early 90s when this country was in flames, President Biya appointed a 'Bamenda Man'; Simon Achidi Achu as Prime Minister and Head of Government. Together with

President Biya, they worked very hard and saved the country from a near disaster. With the current stalemate in the Northwest, a "Bamenda man" still holds the position of Prime Minister and Head of Government and has been working with President Biya to bring an end to the political stalemate. PM Yang and his team equally worked tirelessly to see Mr. Biya emerge victorious in the just ended Presidential polls.

President Biya today still holds the Northwest Region even closest his heart. The Bamenda man has equally shown gratitude to Mr Biya and desire for him to rule Cameroon again, one of the reasons the first call for him to present his candidacy came from the Northwest Region.

Paul Biya has visited Buea. During his maiden visit to Buea after his ascension to power as President of the United Republic of Cameroon, President Biya made a statement which drew deafening applause. President Biya said "I was born a Cameroonian, I shall live a Cameroonian and I shall die a Cameroonian". It is no doubt he has lived and is still living as a Cameroonian and gradually meeting the aspirations of Cameroonians. Another instance of his visit to Buea was during the celebration of the 50th Anniversary of Cameroon's Reunification. In his speech he said "we are

finally glad to be here in this historic town of Buea, the town of LEGENDARY HOSPITALITY. I am glad to be in Buea, the bedrock of our Reunification. History has not forgotten that Buea was the headquarters of West Cameroon. History has not forgotten that Buea was the capital of Southern Cameroons. And history has not forgotten that Buea was once the capital of German Cameroon. That is why I say that Buea is a historic town." How else could the people of these two regions show their support to H.E Paul Biya if not through strong mobilization and the use of the ballot box?

Today secessionists have tried to no avail to divide the one and indivisible Cameroon with what has been described as the Anglophone crisis. Nevertheless, President Paul Biya has put in efforts to solve the crisis ranging from adhoc committees created, to transfer of teachers to the areas where they have a mastery of the language, creation of the National Commission on Bilingualism and multiculturalism, translation of the OHADA law, creation of an English desk at the Supreme Court, to name but these for even the most beautiful woman can only offer what she has. Many are hoping and praying that President Biya visits his second home and address the wearing issues once and for all.



## PAUL BIYA : UN CHEMINEMENT POLITIQUE D'EXCEPTION

Vox-pop

## Ce que les Camerounais attendent de ce mandat

## Philippe GANFEH

Journaliste

« Le président doit rajeunir son gouvernement »



J'attends que le président réélu commence d'abord par résoudre la crise sociopolitique dans les régions anglophones du Nord-ouest et le Sud-ouest du pays. Car, elle représente une porte ouverte pour les réseaux mafieux internes et externes qui veulent déstabiliser le Cameroun.

Le président de la République doit davantage mettre en place des politiques publiques pour l'augmentation des offres d'emplois décents pour les jeunes. Je pense qu'en sa qualité de chef suprême de l'exécutif, il doit renouveler et rajeunir les membres de son gouvernement. Le RDPC étant le parti politique dominant contrôlant la majorité des communes du pays, le souhait est qu'il puisse opter pour les consultations populaires en lieu et place des investisseurs lors des prochaines élections municipales, car l'élection municipale est la plus importante d'un pays après l'élection présidentielle parce que le maire est censé résoudre les problèmes ponctuels des populations. En laissant les populations choisir librement leurs maires, cela donnera un bol d'oxygène au processus de décentralisation. Sur un tout autre plan, le nouveau président doit mettre en place les régions pour parachever les organes de fonctionnement de la décentralisation.

## Julien Hervé Gwend di Hanlog

Informaticien

« Mes enfants aussi doivent connaître la paix qu'il a toujours su préserver »



« Je n'ai rien de spécial ou de particulier à demander au président de la République pour son nouveau septennat. Ma doléance est qu'il puisse se pencher sur certains problèmes dont sont victimes certaines localités du pays. Je veux simplement qu'il trouve des solutions pour stabiliser le pays et ramener la paix dans tout le triangle national puisque ça me

fait mal de voir mes frères et sœurs qui reviennent de l'Extrême-nord, du Nord-ouest et du Sud-ouest les pieds devant. Je suis né dans la paix et mon souhait est que mes enfants aussi connaissent cette paix que lui seul, en qualité de père de la nation, a toujours su préserver. Pour ce qui est des grandes opportunités dont il parle, je crois que sa sagesse de grand maître lui permettra de s'entourer des personnes honnêtes (vieilles ou jeunes), mais pourvu qu'elles aient le profil recherché susceptible de l'accompagner dans la bonne gestion de la nation et de la chose publique. »

## Akohachere Florence

a business woman

« I wish that during this next 7 years in power »



"I have observed that the Ministers do not give genuine reports to the President of the Republic. I wish that during this next 7 years in power, President Paul Biya should make it a culture to move down to the field, commune with his population and know their worries. A president should not be afraid of his people, rather should understand the people and their plight. He should make sure that business people are given contracts based on competence and not on tribal affiliations. The Minister of finance should make sure that contractors and state workers are paid in time. Now that God has given him another chance because authority comes from God, let him try his best to work in the interest of all Cameroonians. In my opinion, after he is sworn in, Let him visit the two English regions and dialogue with his people for he is the father of the nation. They are certainly waiting for him in his second home."

« Je n'ai rien de spécial ou de particulier à demander au président de la République pour son nouveau septennat. Ma doléance est qu'il puisse se pencher sur certains problèmes dont sont victimes certaines localités du pays. Je veux simplement qu'il trouve des solutions pour stabiliser le pays et ramener la paix dans tout le triangle national puisque ça me fait mal de voir mes frères et sœurs qui reviennent de l'Extrême-nord, du Nord-ouest et du Sud-ouest les pieds devant. Je suis né dans la paix et mon souhait est que mes enfants aussi connaissent cette paix que lui seul, en qualité de père de la nation, a toujours su préserver. Pour ce qui est des grandes opportunités dont il parle, je crois que sa sagesse de grand maître lui permettra de s'entourer des personnes honnêtes (vieilles ou jeunes), mais pourvu qu'elles aient le profil recherché susceptible de l'accompagner dans la bonne gestion de la nation et de la chose publique. »

## Mokun Njouny Nelson

A senior journalist in Bamenda

« the grace of service and the grace of age »



"H.E Paul Biya has the Grace of God on him. The Grace is in two ways, the grace of service and the grace of age. Though he has been re-elected under controversial circumstances, it may just be God's Will to give him a last chance to right the wrongs he may have committed during his service to Cameroon this far. We have the Anglophone crisis and though many opine that H.E Paul Biya would've gone during the last election, I think his victory is another chance to give his legacy a chance for posterity. What I am saying is that Paul Biya may resolve most if not all what the Anglophones have been clamouring for. He has won YES, under controversial circumstances YES, Should we keep fighting? Some men of God have tell us power comes from God. If he won, then the Grace of God is upon President Biya. So, let God judge him and let Cameroonians give him another Chance to proof his worth rather than castigating. God's will definitely be done. I remember when President Biya was interviewed by a radio station in France; he was asked what he would like to be remembered for? He said he would like to be remembered like someone who brought democracy and development to Cameroon. Well, we are not there yet but I think he still has a chance. Only posterity will judge us all.

Cameroonians and particularly those of Anglophone anxiously await the package in the next term of President Biya with threat focus on the current socio-political impasse in the two English Regions. Hopes remain high that he will deliver solutions and bring back normalcy in both Northwest and Southwest Regions of Cameroon.

## Tobie Ayissi

Ancien délégué départemental de la jeunesse du Dja et Lobo

« Il faut liquider les droits du retraité avec célérité »



De nos jours nous vivons dans une société assez polémique. Chacun la comprend à sa manière car les lois et le code de bonne conduite ont pris le large. Ce qui pousse les gouvernants à suivre le même rythme voire pire. Les pensionnaires sont marginalisés. Par conséquent ils sont aux abois devant le ministère concerné pour une régularisation de solde selon les normes. Nous avons appris

que le président réélu va prêter serment Mardi prochain. Par cette circonstance historique, le Cameroun va prendre un tournant décisif dans tous les secteurs. On parle d'ailleurs de grandes opportunités. De ce fait, le retraité que je suis fonde beaucoup d'espoirs sur le prochain septennat. D'abord cesser de regarder le retraité comme une personne entièrement à part et n'ayant plus rien à apporter à la société. Ensuite de liquider ses droits avec plus de célérité car nous avons œuvrer pour le développement de ce pays. De plus, concevoir et d'appliquer en sa faveur des politiques de réinsertion et de reconversion.

## Romuald S. Nga

Enseignant

« La hausse de salaire des enseignants pour conserver leur dignité »

« Le nouveau septennat du président Paul Biya ne marque pas seulement une nouvelle ère, mais aussi celui des grandes opportunités comme lui-même l'a indiqué. C'est pourquoi sur le plan éducatif, nous attendons que le nouveau septennat procède à la reconstruction et à la reconstruction des établissements scolaires dans la région de l'Extrême-nord, ainsi que dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest qui ont été détruits par les attaques sécessionnistes. Nous espérons aussi que ce nouveau septennat va conduire vers la hausse des salaires des enseignants pour conserver leur dignité et leur intégrité. Cette intégrité leur permettra de rester valeureux et d'éviter les maux tels que la corruption et bien d'autres tares qui pourraient nuire à l'image des seigneurs de la craie. Enfin, je pense que l'introduction des nouveaux livres dans le système éducatif qui traitent des réalités africaines, de nos traditions et cultures, édifieraient les jeunes générations. À cela, peut s'ajouter la construction des laboratoires pour la mise en pratique des activités théoriques sans oublier la création des universités professionnelles pré emplois qui permettront aux étudiants d'être directement opérationnels à la fin de leur fin de formation. »



la région de l'Extrême-nord, ainsi que dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest qui ont été détruits par les attaques sécessionnistes. Nous espérons aussi que ce nouveau septennat va conduire vers la hausse des salaires des enseignants pour conserver leur dignité et leur intégrité. Cette intégrité leur permettra de rester valeureux et d'éviter les maux tels que la corruption et bien d'autres tares qui pourraient nuire à l'image des seigneurs de la craie. Enfin, je pense que l'introduction des nouveaux livres dans le système éducatif qui traitent des réalités africaines, de nos traditions et cultures, édifieraient les jeunes générations. À cela, peut s'ajouter la construction des laboratoires pour la mise en pratique des activités théoriques sans oublier la création des universités professionnelles pré emplois qui permettront aux étudiants d'être directement opérationnels à la fin de leur fin de formation. »



PAUL BIYA : UN CHEMINEMENT POLITIQUE D'EXCEPTION

Vox-pop

Ce que les Camerounais attendent de ce mandat

**Fung John Ngum**  
*Political Activist*

**« Our national unity is threatened due to the heat in the NW and SW Regions »**



« My expectations are multi. First as the guarantor of Cameroon's territorial sovereignty I expect that he continues to protect our territory. For some time Cameroon has been facing some security challenges such as the Boko Haram, the current Anglophone crisis and the porous invasion of our territory from the East. I expect him to tackle that. Our national unity is threatened due to the heat in the NW and SW Regions. This should be the major axis where the President should articulate his "force of experience". More, we have economic challenges. Just at a time when we are moving away from the economic quagmire that bedeviled Cameroon for close to 20 years to be stable, more instability seem to resurface. The CFA frs is under threat, the economy is shaky. So I expect that he will work for the economic advancement of our nation. That means creating enterprises hence reducing the rate of unemployment among youths. I hope that for the next 7 years President Paul Biya will address development issues like the dry port, Menchum hydro-electric dam, the ring road, in short all projects earmarked for the emergency plan. Lastly, the African Cup of Nation should challenge since teams have been increased from 16 to 24. President Biya had voiced the 'Le Cameroun sera prêt le jour dit' so I anxiously await its realization ».

**Nasser Abdel Aziz Mouchili**  
*Etudiant en génie civil*

**« Il doit revoir les paiements de prestations des entreprises »**



Le président de la République a été élu par une majorité écrasante du suffrage universel. Demain le 6 novembre, il va reprendre les Rennes du pays. Ainsi pour un meilleur accompagnement, je souhaite vivement que les conditions de travail des enseignants soient revues à 95%. Nous ne vous l'apprenons pas mais ce sont les plus lésés dans la fonction publique. Dans la même veine, il faut une augmentation des salaires des fonctionnaires tout en réduisant les bonus offerts à certains cadres. J'attends impatiemment le début des grandes opportunités tellement chantées pendant la campagne électorale dernière, tout en espérant que ça va faciliter la vie des Camerounais. Le gouvernement doit veiller sur l'application de la décentralisation et de la déconcentration du pouvoir et l'effectivité à régionalisation. Le président de la République doit faire bon usage des meilleurs accords avec le Nigéria afin d'agrandir notre marché de consommateurs. Evidemment employer des techniques adéquates pour la résolution des crises à l'Est, au Nord et au Sud-ouest Cameroun qui mettent déjà en péril l'économie du pays. Œuvrer avec pugnacité pour la facilitation de la création d'emplois, revoir les paiements des prestations des entreprises, les réformes scolaire et informatique.

**Minko Martin Luther**

**Président d'une coopérative agricole à Doumé**  
**« Une amélioration significative de la bonne gouvernance »**



« Pour le prochain septennat, je rêve d'un Cameroun qui retrouve rapidement sa stabilité sociale et son unité. Que l'on puisse aller de part et d'autre du triangle national, comme par le passé sans aucune crainte. Pour moi, la sécurité est le défi prioritaire auquel devra s'attaquer immédiatement le président de la République au lendemain de son investiture. Je voudrais également que l'accent soit mis sur le développement des infrastructures sociales avec le renforcement de la décentralisation. Par exemple, que la majorité des Camerounais puissent facilement avoir accès à l'eau, l'électricité, l'éducation et les soins de santé de qualité. Que des routes soient construites pour désenclaver les grands bassins de production agricole, pour que l'on n'enregistre plus toutes ces pertes post-récoltes et que l'agriculteur puisse véritablement jouir du fruit de son travail. Le problème d'emploi des jeunes devra également être pris à bras le corps par les pouvoirs publics, en augmentant par exemple le nombre de places dans les concours de recrutement lancés par le ministère de la Fonction publique, pourquoi pas lancer un autre recrutement de 25 000 jeunes comme cela s'est fait il y a quelques années. Il faut aussi que des jeunes qui veulent entreprendre soient accompagnés dans la réalisation de leurs projets. Enfin, je voudrais qu'il y ait une amélioration significative de la gouvernance en combattant les détournements des deniers publics et la corruption, pour que les ressources disponibles soient mieux gérées et profitent à tous ».

**Senior Councilor Peter Kum**  
*(CPDM) Limbe City Council*

**« We will want to plead that he should look into the Anglophone problem and look for a lasting solution so that there can be peace »**



I would want to congratulate the Head of State for having been elected. I would also want to say that he should be aware that it was not just a victory for him but a victory for all Cameroonians. So he should be able to bring everybody on board, even those who did not win so that we can have a broad based government. In this wise, there will be peace. Secondly, we will want to plead that he should look into the Anglophone problem and look for a lasting solution so that there can be peace. This is because it will be difficult to govern a country where one part is at war.

**Agnes Nazie**

**Student, University of Buea**  
**« My wish is that these years be the best for us the youths interms of opportunities »**



I am very happy for him and I pray that these next seven years that he has decided to lead us again be fruitful ones. Especially for us as youths, my wish is that these years be the best for us the youths interms of opportunities that the Head of State will create.



## PAUL BIYA : UN CHEMINEMENT POLITIQUE D'EXCEPTION

## ECLAIRAGE

▶ « *Le secret et le silence sont ses forces, le temps et la patience, ses astuces...* »

L'auteur de l'ouvrage « *Paul Biya, les secrets du pouvoir* » revisite l'itinéraire du président de la République et décode quelques faits et attitudes de cet homme circonspect et discret qui déterminent son pouvoir.

Propos recueillis par  
Christophe Mvondo



## Précis

Michel Roger Emvana

« Ce mois de novembre 2018 inaugure l'ère nouvelle du « Biya 4 », tant il est clair que Paul Biya qui vient d'échapper au complot interne et profond ourdi par les apparatchiks du régime ne restera pas les bras croisés. »

**V**ous avez consacré tout un ouvrage à Paul Biya pour cerner la personnalité qu'est le président de la République du Cameroun. Qui est-il réellement à la lumière de votre ouvrage ?

En entreprenant d'effectuer des recherches, puis de rédiger le livre intitulé « *Paul Biya, Les Secrets du pouvoir* » publié aux éditions Karthala à Paris en 2005, j'étais habité par le souci prééminent de cerner certains contours de l'homme d'Etat qui préside aux destinées du Cameroun depuis le 6 novembre 1982. La dialectique sur le président Paul Biya était motivée par le fait que le chef de l'Etat paraissait insaisissable et énigmatique. Ce travail de tentative de préhension et de compréhension du personnage Biya a duré une décennie. Je puis assurer les lecteurs que le président Paul Biya est un brillant homme politique, l'un des meilleurs produits de la Faculté de droit et de Sciences Po de Paris que ces institutions aient fabriqué. Circonspect mais téméraire, il est patient et de colère lente mais irréversible. Biya est ferme, souvent, sa fermeté frise la méchanceté. Cet homme

d'Etat droit et adroit comme affirme Oswald Baboké dans son livre-coffret intitulé « *Les Septennats du Président* ».

**Le titre de votre ouvrage nous laisse penser que le pouvoir de Paul Biya repose sur quelques secrets. Lesquels ?**

De par sa nature, Paul Biya est un homme circonspect et discret. Il parle peu mais parle utile. Formé et formaté par des prélats religieux au sein des établissements confessionnels où le silence s'imposait comme une règle et comme une matière de base ouvrant aux jeunes séminaristes les sanctuaires de la prêtrise. Le culte du silence s'est mué en dogme du secret lors de la traîtrise des actants de l'ancien régime. Remarquez que le président Paul Biya consultait l'ancien président Ahidjo au cours des remaniements ministériels opérés entre novembre 1982 et juin 1983, avant la visite de François Mitterrand au Cameroun. Le secret le plus long de Paul Biya se situe entre 1962, année de son recrutement à la Fonction publique, au 4 novembre, date du choix constitutionnel porté sur sa personne. C'est un secret de 20 ans au cours desquels Paul Biya n'a pas laissé transpirer les secrets de son ambition présidentiale. Il rêvait silencieusement de devenir président, mais personne ne le voyait venir, quand bien même il gravissait les escaliers de son ascension, poste après poste, de chargé de mission à la présidence à Premier ministre, en passant par le secrétariat général de la présidence et la direction du cabinet civil. Le secret, le mutisme et le silence sont ses forces, le temps et la patience, ses astuces...

**Vous le décrivez à l'intérieur de votre livre d'une certaine manière : « Il aime rester maître de lui-même. Il aime déjouer les pronostics que l'on fait sur lui. Il aime rester dans le paradigme de l'inconnu... » Ces postures que vous décrivez ont-elles un lien avec son signe astral qui est le Verseau ?**

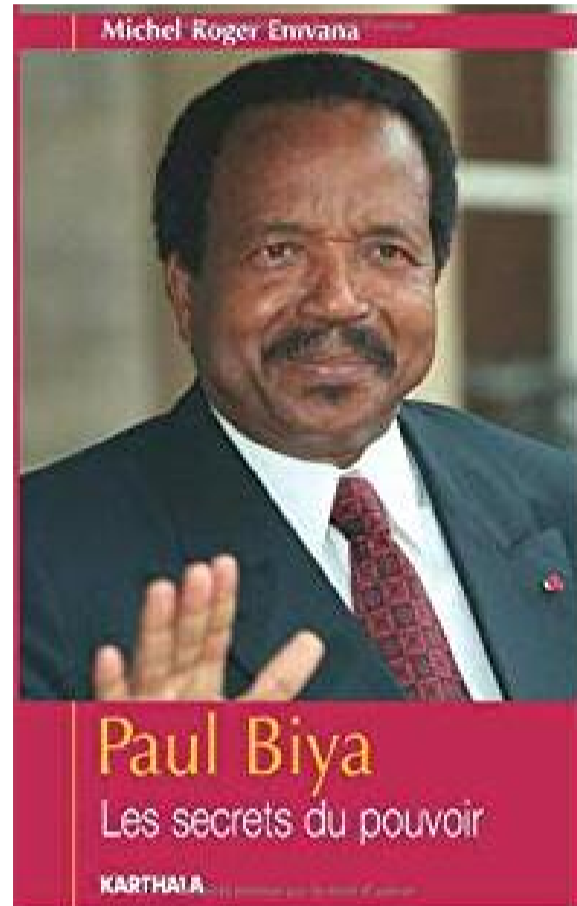
Pour cabalistique que puisse paraître le lien inné et instinctif entre Paul Biya et son appartenance zodiacale, à l'ère du Verseau, il est établi que son horoscope compte dans l'édification de ses personnalités, et la référence à l'astrologie favorise ses simulations et ses dissimulations. Paul Biya est insaisissable parce qu'il sait se camoufler, il sait cacher ses atouts aussi talentueusement qu'il sait receler ses défauts. Il joue avec les autres et se joue de ses partenaires, tout comme il déjoue ses adversaires qui lui savent gré son immense talent d'artiste politique. En fait, Paul Biya combine ses qualités humaines avec les leçons acquises à chaque étape de sa vie pour devenir indécodable. Il sait s'arrimer au temps présent qu'il finit toujours par apprivoiser. Ses armes de destructions massives les plus redoutables ont pour noms : le secret, le silence, la patience

et le temps. Il en use et en abuse, sans modération, tant que ces armes sont ses cartes secrètes qui lui permettent de gouverner sans prédiction ni prédication.

**A la lumière de ce qui précède, pensez-vous que son nouveau septennat sera celui de la rupture ou celui de la continuité ?**

Bien que le Président Paul Biya sache se montrer imprévisible, insondable, imprédictible et indéchiffrable, je reste cependant convaincu que les Camerounais découvriront un nouveau visage du chef de l'Etat que j'appellerai « *The Biya 4* ». Autrement dit, Paul Biya qui a accédé au pouvoir le 6 novembre 1982 n'est pas le même Biya qui prête serment ce 6 novembre 2018, alors qu'il entame sa 36ème année de Magistrature suprême. Pour être plus explicite, je signale qu'entre 1982 et 2018, Paul Biya a connu quatre ruptures majeures liées aux conjonctures de son magistère. Paul Biya qui accède au pouvoir le 6 novembre 1982 est le Biya originel, authentique, visionnaire et habité par un noble projet de changement des mentalités et de protection de la fortune publique. En 1982, les leitmotifs de son projet de société sont dévoilés autour de l'axiologie « *Rigueur et moralisation* ». Son discours d'investiture est poinçonné de ruptures bien qu'il évoque malignement la continuation de la politique de son prédécesseur, le président Ahidjo...

Au vrai, la première rupture entre le Biya originel (Biya 1) et « *Biya 2* » se produit le 6 avril 1984, jour du putsch manqué dont les conjurés se trouvent être les officiers et les éléments de la Garde républicaine, legs de l'ancien président de la République. Se sentant trahi et désabusé par les « *Ahidjoïstes* », Paul Biya va muter en variant de méthodologies sans forcément changer de méthodes. Les effets de cette première rupture seront d'ordre administratif et politique, ils porteront sur le casting des ministres du Renouveau recrutés pour l'essentiel dans la cuvée de ses anciens camarades du séminaire et du Lycée Leclerc : Georges Ngango, Pr Nkoulou etc... Le « *Biya 2* » marque aussi la disgrâce des barons de l'ancien régime. Paul Biya ira plus loin dans les réformes en supprimant le poste problématique de Premier ministre, et en portant le nombre de province de 7 à 10... Ainsi se présente le « *Biya 2* », celui qui gouverna le Cameroun d'avril 1984 à octobre 1992, date de la toute première élection présidentielle de l'ère pluraliste, au lendemain des tumultes des « *villes mortes* » de 1991. Le « *Biya 3* » court de 1992, année charnière où le président Paul



Biya faillit être emporté par la bourrasque pluraliste via la pression d'une opposition au sommet de sa gloire, à l'élection du 7 octobre 2018. Croyez-moi, ce mois de novembre 2018 inaugure l'ère nouvelle du « *Biya 4* », tant il est clair que Paul Biya qui vient d'échapper au complot interne et profond ourdi par les apparatchiks du régime ne restera pas les bras croisés.

Intertitre : remporter le pari de l'embellie économique

Outre le fait qu'il soit de vengeance lente, il n'en restera pas là. Il va falloir revenir à la première méthodologie, celle du casting iconoclaste, avec la rentrée des jeunes au gouvernement et sur la cime des sphères décisionnaires. Et ce ne sont pas les jeunes qui manquent... Certains barons n'épatent plus et n'appâtent plus. Il est grand temps de faire rentrer les jeunes technocrates sur le terrain, l'intérêt de ce septennat est économique et sécuritaire. Le président Biya sait ce qui lui reste à faire pour réconcilier les Camerounais, pour ressouder les liens entre les élites et leurs bases. Le président entame son septennat, le plus difficile et de loin le plus sensible. Le président Biya doit remporter le pari de l'embellie économique, afin de tenir le pari de 1990, où il affirmait au journaliste Yves Mourousy de RMC qu'il aimerait que l'on garde de lui « *l'image de celui qui a apporté la démocratie et la prospérité au Cameroun* ». Ce pari est encore possible, mais, déjà l'horloge tourne.



## ► La première prestation de serment de Paul Biya

Depuis qu'il est au pouvoir, le président Paul Biya s'est présenté sept fois devant la représentation nationale (l'Assemblée nationale jusque-là) pour prêter serment et prononcer son discours inaugural de mandat. Au fil des années, et au gré des attentes du peuple et de l'environnement international, ce geste a gardé sa « haute hauteur symbolique qui exprime une fidélité sans faille aux institutions de la République », en rapport avec les termes de l'article 7 de la loi fondamentale. Trois personnalités se sont adressé au président Paul Biya depuis 1982, pour cet exercice constitutionnel: les regrettés Salomon Tandeng Muna (1982, 1984), Lawrence Fonka Shang (1988) et l'actuel président de l'Assemblée

nationale Cavaye Yeguie Djibril (1992, 1997, 2004 et 2011). Pour la petite histoire, pour les sept prestations de serment, novembre est le mois de prédilection sous le Renouveau (6 novembre 1982, 3 novembre 1992, 3 novembre 1997, 4 novembre 2004 et 3 novembre 2011).

Lorsqu'il prête serment pour la première fois le 06 novembre 1982, Paul Biya axe son action sur la démocratisation de la vie politique, la libéralisation sociale et économique, la rigueur dans la gestion, la moralisation des comportements et le renforcement de la coopération internationale. Ci-dessous, *L'essentiel du Cameroun* vous propose l'intégralité du discours prononcé le 06 novembre 1982 par Paul Biya.



Marc Mounga

### Le discours du 06 novembre 1982

«Monsieur le président de l'Assemblée Nationale»,  
Monsieur le président de la Cour suprême,  
Mesdames et messieurs les députés,  
Messieurs les membres de la Cour suprême,  
Au lendemain du message historique de Son Excellence Ahmadou Ahidjo, président de la République Unie du Cameroun et président national de l'Union nationale camerounaise, adressé avant-hier à la nation, et alors que le peuple camerounais, surpris, attentif et méditatif, cherche encore à comprendre l'évènement, je viens, au nom des exigences de la loi et du bon ordre des choses, et de la continuité de l'Etat, de prêter serment devant vous et, au-delà, devant la nation toute entière.

Vous le savez bien, à vrai dire, ce serment s'inscrit dans le droit fil de celui que le 5 mai 1980, le président Ahmadou Ahidjo, après tant d'autres serments, avait prêté devant vous.

En cette circonstance solennelle et émouvante, circonstance sans précédent dans l'histoire de notre jeune nation, l'heure est à l'hommage avant d'être à l'engagement et à l'expression de la fidélité. En effet, à mon illustre prédécesseur, mieux, à celui dont j'ai eu l'insigne honneur d'être pendant des années le collaborateur, je dois un grand et vibrant hommage, empreint de déférence et d'admiration. Digne et prestigieux fils de ce pays, père de la nation camerounaise, arti-

san de son unité et de son développement, le président Ahmadou Ahidjo se sera révélé à nos yeux comme un géant de l'histoire camerounaise, de l'histoire africaine, de l'histoire tout court.

A ce titre, sa brillante carrière d'homme d'Etat demeure, pour tous les Camerounais, un motif de fierté et un exemple d'engagement et de patriotisme. Devant vous et devant la nation, au moment où il quitte sa haute charge dans la dignité et l'honneur, je voudrais lui adresser, en mon nom personnel et au nom de la nation tout entière, les plus chaleureuses félicitations et l'assurer de notre loyalisme et de notre sympathie.

Mais, il n'y a sûrement pas meilleure manière de lui témoigner notre sympathie et notre loyalisme que de suivre son exemple, de suivre ses pas. Aussi, dans le cadre de ce serment, j'entends situer l'action des années à venir sous le double signe de l'engagement et de la fidélité.

L'engagement, d'ordre constitutionnel, est la réaffirmation du serment que je viens de prêter. J'entends alors, avec l'aide de toutes les Camerounaises et de tous les Camerounais, et en ma qualité de président de la République, chef de l'Etat et chef du gouvernement, m'acquitter de ce devoir sacré que m'impose la Constitution à savoir, veiller à son respect, comme à l'indépendance, à la souveraineté, à la sécurité et à l'unité de l'Etat, assurer la conduite des affaires de la République, mon illustre prédécesseur n'a jamais failli à ce devoir, je n'y faillirai point.

Quant à la fidélité d'ordre politique, elle est

celle à un homme, Son Excellence Ahmadou Ahidjo, celle à un peuple, le peuple camerounais, celle à des options.

S'agissant en particulier des options qui sont celles de l'UNC depuis sa naissance, et dont l'application et les résultats font du Cameroun un îlot de paix, d'unité, de stabilité, de Justice et de progrès dans un monde aux prises avec les affres de l'instabilité, de la violence et de la pénurie, ces options, dis-je, je les rappelle parce que les circonstances l'exigent, et pour m'en porter garant.

Ces options sont et demeurent, à l'intérieur, l'indépendance et l'unité nationale, la paix, le développement économique, social et culturel à travers nos choix de libéralisme planifié, de développement autocentré, de justice sociale et de maîtrise.

Elles sont, en Afrique, la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats, le respect de leur souveraineté et de leur intégrité territoriale, l'unité et la solidarité africaines, la lutte résolue et irréversible contre les derniers bastions du colonialisme et les méfaits de l'apartheid en Afrique australe, le développement du continent.

Elles sont, sur le plan international, la paix entre les nations, le non-alignement-j'entends un non-alignement authentique et la coopération-j'entends une coopération renouvelée- dans la perspective d'un nouvel ordre économique mondial, plus juste et plus stable.

Dans le cadre de ses options de politique extérieure, le respect de nos engagements et notre attachement aux organisations internationales- je pense notamment à

l'UDEAC, à l'OUA, au mouvement des pays non-alignés et à l'Onu-ce respect et cet attachement demeurent constants.

Voilà, Mesdames et Messieurs les députés, messieurs les membres de la Cour suprême, les orientations qui doivent continuer à guider l'action du gouvernement de la République tout au long du mandat en cours.

La grande et longue œuvre de construction nationale, si bien conçue et si bien menée par Son Excellence Ahmadou Ahidjo, est une œuvre de tous et pour tous. Elle doit demeurer telle. Elle implique, dans les temps durs que nous vivons, à la fois la rigueur dans la gestion, la persévérance dans l'effort, la vigilance vis-à-vis des manœuvres et actions internes ou externes de démocratisation, de démobilisation et de stabilisation.

J'invite alors de manière solennelle, toutes les Camerounaises et tous les Camerounais à réaffirmer dans les faits leur attachement à cette grande œuvre d'unité, de paix et de progrès, et à s'y maintenir résolument avec la légitime ambition de demeurer un grand peuple, un peuple uni et travailleur, un peuple aspirant à la prospérité et à la Justice, un peuple ayant foi en son avenir, un peuple enfin jaloux d'être maître de son destin à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières. En ce qui me concerne, avec la confiance et la collaboration de tous, je puis assurer que je m'y emploierai, avec toute la force de mon patriotisme et de mon engagement.

Vive le Cameroun !»